



**Mémoire de fin d'études pour  
l'obtention du master professionnel  
Ingénierie de la formation agricole et  
rurale**

## **Analyse des besoins de formation continue des femmes membres des coopératives agroécologiques de la région des Plateaux au Togo**

Présenté par : **BLAKIME Akouvi Bidenam**

Date : 06/03/2026

Devant le Jury composé de :

**Dr Jonas ADJANOHOUN**, Enseignant Chercheur ENSETP, **Président**

**Dr Yakhoub NDIAYE**, Enseignant Chercheur ENSETP, **Membre**

**Mme DANSOU Véronique** Coordinatrice de l'APCFAR, **Membre**

**Mamadou NDIAYE** : Enseignant chercheur ENSETP – UCAD,

**Encadrant**

**Ny Ando RAKOTOMAMPIONONA** : Chargée d'appui pays du Réseau  
International FAR, **Co-encadrant**



## Table des matières

<b>RÉSUMÉ</b>	iii
<b>REMERCIEMENTS</b>	v
<b>SIGLES ET ABREVIATIONS</b>	vi
<b>Liste des figures</b>	viii
<b>Liste des tableaux</b>	ix
<b>INTRODUCTION</b>	1
<b>1. CONTEXTE, JUSTIFICATION, PROBLEMATIQUE ET CADRE THEORIQUE</b>	4
<b>1.1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DU QUESTIONNEMENT</b>	5
<b>1.2. PROBLEMATIQUE</b>	5
<b>1.3. CADRE CONCEPTUEL</b>	8
1.3.1. Changements climatiques	8
1.3.2. Transition vers l'agroécologie	8
1.3.3. Agriculture biologique et conventionnelle	11
1.3.4.1. Formation agricole rurale :	12
1.3.4.2. Formation continue	13
1.3.4.3. Formation des adultes et andragogie	14
1.3.4.5. L'analyse des besoins de formation (ABF)	15
1.3.4.6. Analyse des besoins et formation en agroécologie	16
1.3.4.7. La transition agroécologique comme processus d'apprentissage	16
1.3.4.8. La formation continue comme levier de la transition	17
1.3.4.9. Coopératives féminines, genre et accès à la formation continue	17
1.3.4.9.1. Genre et accès différencié à la formation	17
1.3.4.9.2. Les coopératives comme espaces d'apprentissage collectif	18
1.3.4.9.3. Coopératives, compétences et pratiques agroécologiques	18
1.3.4.9.4. Rôle des coopératives dans l'accès aux appuis et aux ressources	18
1.3.4.9.5. Contraintes et limites des coopératives dans la formation continue	19
<b>2. CADRE DE L'ETUDE ET METHODOLOGIE DE TRAVAIL</b>	20
<b>2.1. CADRE INSTITUTIONNEL</b>	21
<b>2.2. CADRE PHYSIQUE DE L'ETUDE</b>	21
<b>2.3. CADRE METHODOLOGIQUE ET ENQUETES</b>	25
2.3.1. Phase exploratoire	25
2.3.2. Exploitation de documents existants	25
2.3.3. Consultation des registres des coopératives	25
2.3.4. La réalisation de pré-entretiens et pré-enquêtes	25
2.3.5. Cadrage avec des personnes-ressources	25
2.3.6. Sélection et entretien des acteurs	25
2.3.6.1. Critères de sélection pour les CFAR	26
2.3.6.2. Critères de sélection des Coopératives	26
2.3.6.3. Critères de sélection des PTF	26
2.3.7. Méthodes et techniques de collecte des données	28
2.3.7.1. Guide d'entretien	28
2.3.7.2. Questionnaire	28
2.3.7.3. Outils numériques	28
2.3.8. Analyse des données	29
<b>3. Analyse</b>	30
<b>3.1. Description des profils socio-economiques des femmes membres</b>	31





3.1.1 Analyse et interprétation	31
3.1.2 Discussion	34
3.1.3 Recommandations pour les coopératives	35
<b>3.2. Identification des pratiques agroécologiques et compétences</b>	<b>35</b>
3.2.1 Analyse et interprétation	35
3.2.2. Discussions par rapport aux pratiques agroécologiques mise en œuvre	37
3.2.3. Recommandation par rapport aux pratiques agroécologiques mise en œuvre	39
<b>3.3. Description des stratégies de formations continues mises en place pour l'accompagnement des femmes</b>	<b>39</b>
3.3.1. Analyse et interprétation	39
3.3.2. Discussion sur les stratégies de formations mises en œuvre	46
3.3.3. Recommandations en lien avec les stratégies de formations mises en œuvre	48
<b>CONCLUSION</b>	<b>49</b>
<b>REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES</b>	<b>52</b>
<b>Annexes</b>	<b>56</b>





## RÉSUMÉ

L'objectif général de cette recherche est de contribuer à l'analyse des besoins en formation continue des femmes membres des coopératives agroécologiques dans la région des Plateaux au Togo et de formuler des propositions en vue du renforcement durable de leurs capacités techniques, économiques et organisationnelles, afin de soutenir la transition agroécologique et le développement socio-économique des coopératives féminines.

Pour atteindre cet objectif une méthode mixte (analyse qualitative et quantitative) et l'utilisation d'outils de collecte appropriés (questionnaires, guides d'entretien et revue documentaire) ont été mobilisées afin de mieux comprendre les profils des femmes, les pratiques agroécologiques mises en œuvre et les dispositifs de formation continue existants. L'étude a été réalisée auprès de 18 coopératives féminines, 23 femmes leaders, 27 femmes membres, ainsi que des centres de formation agricole et des structures d'accompagnement intervenant dans l'agroécologie.

À l'issue de cette étude, les principaux résultats obtenus sont les suivants : i) les coopératives féminines enquêtées sont fortement engagées dans la production agricole (100 %), la commercialisation (73,68 %), la transformation (47,37 %) et les services agricoles (26,32 %), confirmant leur rôle stratégique dans le développement agroécologique ; ii) les pratiques agroécologiques mises en œuvre incluent notamment le compostage, l'utilisation de biofertilisants, la rotation et l'association des cultures, ainsi que l'agroforesterie, mais leur maîtrise reste partielle et souvent empirique ; iii) seulement 52,63 % des coopératives ont bénéficié de formations continues, principalement dispensées par des ONG et projets, ce qui révèle une couverture limitée et insuffisamment structurée ; iv) les principaux besoins en formation exprimés concernent les techniques agroécologiques avancées, la gestion économique et financière, la transformation et la commercialisation des produits, ainsi que la gouvernance coopérative ; v) plusieurs contraintes majeures limitent l'accès des femmes à la formation, notamment le manque de ressources financières, d'équipements et d'accompagnement technique ; vi) les femmes membres des coopératives reconnaissent unanimement l'importance de la formation continue comme levier essentiel pour améliorer leur productivité, leurs revenus et la durabilité de leurs activités agricoles.

Les recommandations formulées portent notamment sur la nécessité i) de développer des programmes de formation continue adaptés aux besoins spécifiques des femmes et contextualisés aux réalités locales ; ii) de renforcer la coordination entre les centres de formation, les structures d'accompagnement et les coopératives ; iii) d'intégrer des modules sur la gestion économique, la commercialisation et la gouvernance coopérative dans les dispositifs de formation ; et iv) de mettre en place des mécanismes d'accompagnement technique et de suivi post-formation afin d'assurer l'adoption durable des pratiques agroécologiques.

**MOTS CLÉS** : Agroécologie, formation continue, coopératives féminines, analyse des besoins, transition agroécologique.





## ABSTRACT

The general objective of this research is to contribute to the analysis of the continuing training needs of women members of agroecological cooperatives in the Plateaux region of Togo and to propose recommendations aimed at strengthening their technical, economic, and organizational capacities in order to support the agroecological transition and the sustainable socio-economic development of women's cooperatives.

To achieve this objective, a systemic approach, a mixed method (qualitative and quantitative analysis), and appropriate data collection tools (questionnaires, interview guides, and documentary review) were used to better understand the profiles of women, the agroecological practices implemented, and the existing continuing training mechanisms. The study was conducted among 18 women's cooperatives, 23 women leaders, 27 women members, as well as agricultural training centers and support organizations involved in agroecology.

The main results obtained from this study are as follows: i) the surveyed women's cooperatives are strongly engaged in agricultural production (100%), marketing (73.68%), processing (47.37%), and agricultural services (26.32%), confirming their strategic role in agroecological development; ii) the agroecological practices implemented include composting, the use of biofertilizers, crop rotation and intercropping, and agroforestry, although their mastery remains partial and often empirical; iii) only 52.63% of the cooperatives have benefited from continuing training, mainly provided by NGOs and development projects, revealing limited and insufficiently structured training coverage; iv) the main training needs expressed concern advanced agroecological techniques, economic and financial management, product processing and marketing, and cooperative governance; v) several major constraints limit women's access to training, including lack of financial resources, equipment, and technical support; vi) women cooperative members unanimously recognize the importance of continuing training as a key lever to improve productivity, income, and the sustainability of their agricultural activities.

The recommendations formulated include the need to: i) develop continuing training programs adapted to women's specific needs and local realities; ii) strengthen coordination between training centers, support organizations, and cooperatives; iii) integrate modules on economic management, marketing, and cooperative governance into training programs; and iv) establish technical support and post-training follow-up mechanisms to ensure the sustainable adoption of agroecological practices.

**KEYWORDS:** Agroecology, continuing training, women's cooperatives, needs assessment, agroecological transition.





## REMERCIEMENTS

L'élaboration de ce mémoire, consacré à l'analyse des besoins en formations continues des coopératives agroécologiques féminines dans la région des Plateaux au Togo, n'a pu aboutir que grâce à l'appui multiforme de nombreuses personnes et institutions que je tiens à remercier avec estime.

Je souhaite exprimer ma profonde gratitude :

- Aux trois (03) Institutions Académiques (**l'ENSETP-UCAD de Dakar, l'ENA de Meknès et l'Institut Agro de Montpellier et Dijon**) qui ont porté ce Master.
- **À la coordination du Réseau FAR et à l'ensemble du corps enseignant**, pour la qualité remarquable des enseignements, la rigueur pédagogique et l'accompagnement constant qui ont enrichi ma réflexion et renforcé mes compétences professionnelles ;
- **Au Directeur de l'entrepreneuriat et du financement agricole du ministère de l'agriculture, de la pêche, des ressources animales et de la souveraineté alimentaire, M. BOUAB Kpante Alex** pour l'opportunité et les encouragements qui m'ont été accordés de suivre ce Master international Ingénierie de la Formation Agricole et Rurale (MIFAR) ;
- **À mon directeur de mémoire, le Professeur Mamadou NDIAYE encadrant principal**, pour son encadrement méthodique, sa disponibilité, ses orientations pertinentes et l'attention scientifique qu'il a portée à ce travail ;
- **À Mme Ny Ando RAKOTOMAMPIONONA** Chargée d'appui pays du Réseau International FAR co-encadrant, pour son leadership, sa patience, ses conseils éclairés et la qualité de son suivi, qui ont été déterminants dans la structuration et l'aboutissement de ce mémoire ;
- **Au Docteur Jacques Agbényigan AYITE, chef division de suivi-évaluation à la Direction de la planification, des statistiques agricoles et du suivi-évaluation du Ministère de l'agriculture** et membre du Réseau FAR au Togo qui part son soutien et sa disponibilité, a contribué à la réalisation de ce mémoire ;
- **Aux responsables des coopératives agroécologiques féminines et des Centres de Formation Agricole et Rurale (CFAR) de la région des Plateaux**, qui ont accepté de partager leurs expériences et leurs réalités de terrain. Leur disponibilité, leurs contributions et la richesse des données fournies ont constitué le socle de cette étude.
- **À mes collègues de promotion et aux aînés de la promotion 2024-2025**, pour les échanges constructifs, l'esprit d'équipe et le soutien mutuel qui ont marqué toute la période de formation.

Je tiens enfin à remercier toutes celles et tous ceux qui, de près ou de loin, ont contribué à la réalisation de ce travail et à mon épanouissement académique. Que chacun trouve ici l'expression de ma sincère reconnaissance.





## SIGLES ET ABREVIATIONS

APCFAR	Association Professionnelle des Centres de Formations Agricoles et Rurales
AgSys	Systèmes et politiques agricoles durables
CADETE	Centre Africain de Développement de Technologie agroécologique
CADR	Centre d'Assistance aux Démunis et aux Orphelins
CEDEFOP	Centre européen pour le développement de la formation professionnelle
CFAR	Centre de Formation Agricole et Rurale
CTOP	Centre international de développement Agro pastoral, Coordination togolaise des organisations paysannes
DEFA	Direction de l'Entrepreneuriat et du Financement Agricole
ENA	Ecole nationale d'Agriculture
FAR	Formation Agricole et Rurale
GIZ	Gesellschaft Fur Internationale Zusammenarbeit
ICAT	Institut de Conseil et d'Appui Technique
JVE	Jeune volontaire pour l'environnement
KADOMA	Centre de Formation Agricole Rurale Espace KADOMA
MAEDR	Ministère de l'Agriculture, de l'élevage et du développement rural
MAPRASA	Ministère de l'Agriculture, la Pêche, des Ressources Animales et de la Souveraineté Alimentaire
MIFAR	Master en Ingénierie de Formation agricole et rurale
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PIB	Produit Intérieur Brut
Programme AgSys	Programme global Système et politiques agricole durables
PTF	Partenaire technique et financier
REJEPAT	Réseau des jeunes producteurs et professionnels agricoles du Togo
ReNAAT	Réseau national des Acteurs de l'Agro écologie au Togo
RéNaFAT	Réseau national des femmes agricultrices du Togo
SNFAR-Togo	Stratégie Nationale pour la Formation agricole et rurale au Togo
UCAD	Université Cheikh Anta Diop





MIFAR

UNESCO

Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture

UNEVOC

Centre international de l'UNESCO spécialisé dans l'enseignement et la formation techniques et professionnels





**LISTE DES FIGURES**

**Figure 1 : Carte des régions du Togo ..... 23**

**Figure 2 : Carte de la région des Plateaux ..... 24**

**Figure 3 : Niveau d’instruction des femmes leaders ..... 32**

**Figure 4 : Niveau d’instruction ..... 33**

**Figure 5 : Situation Familiale..... 34**

**Figure 6 : Les pratiques agroécologiques adoptées ..... 37**

**Figure 7 : Structures accompagnantes ..... 42**

**Figure 8 : Contraintes rencontrées ..... 43**

**Figure 9 : Besoins en formations..... 45**





## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Liste des acteurs ..... 27





## INTRODUCTION





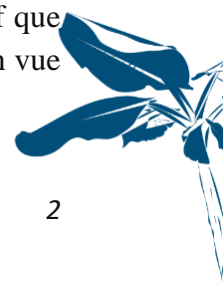
Au Togo, les politiques agricoles et les initiatives de développement encouragent de plus en plus l'adoption de pratiques agroécologiques, notamment à travers les actions des organisations paysannes, des centres de formation agricole et des partenaires techniques et financiers. Ces politiques sont, entre autres, l'élaboration de la stratégie nationale de la formation agricole et rurale (SNFAR) de 2015-2020 et l'adoption de la stratégie nationale de développement de l'agroécologie et de l'agriculture biologique en 2021. Cependant, la diffusion et l'appropriation de ces pratiques restent encore limitées (Rapport d'études « Analyse de la dynamique de la prise en compte du genre dans la promotion de l'agroécologie et des défis y relatifs au Togo AgSys-GIZ, 2025 »), en particulier au sein des coopératives agricoles. Dans la région des Plateaux, reconnue pour son potentiel agricole, l'intégration des principes agroécologiques demeure insuffisante et inégale, en raison notamment d'un déficit de compétences techniques, organisationnelles et économiques.

Or, dans ce domaine, nous notons que les femmes occupent une place centrale dans le système agricole au Togo. Elles interviennent activement dans la production, la transformation et la commercialisation des produits agricoles, tout en étant fortement impliquées dans les dynamiques coopératives. Malgré leur contribution essentielle, elles restent, à leur tour, confrontées à de nombreuses contraintes structurelles, telles que l'accès limité aux ressources productives, aux financements, aux informations et aux opportunités de formation. Ces inégalités réduisent leur capacité d'innovation et freinent leur participation effective à la transition agroécologique.

La formation continue apparaît ainsi comme un levier stratégique pour renforcer les compétences des femmes rurales et favoriser l'adoption durable des pratiques agroécologiques. Contrairement à la formation initiale, la formation continue permet d'accompagner des actrices déjà engagées dans les activités agricoles, en tenant compte de leurs réalités, de leurs expériences et de leurs besoins spécifiques. Or les dispositifs de formation continue existants sont souvent ponctuels.

A cet effet, la question de l'identification des besoins en formation continue se pose avec acuité. Ainsi, une formation pertinente ne peut être conçue sans une compréhension approfondie des écarts entre les compétences existantes et celles requises pour répondre aux enjeux de l'agroécologie. L'analyse des besoins de formation constitue, à cet égard, une étape essentielle de l'ingénierie de formation, permettant de concevoir des dispositifs adaptés, efficaces et durables.

C'est dans cette perspective que s'inscrit la présente étude de fin de formation au Master en ingénierie de formation agricole et rurale intitulée « Analyse des besoins en formation continue des femmes membres des coopératives agroécologiques de la région des Plateaux au Togo ». Elle vise à mieux comprendre les profils des femmes, les pratiques agroécologiques mises en œuvre, ainsi que les stratégies de formation existantes, afin d'identifier les besoins réels en perspective d'un renforcement de capacités. L'objectif que vise cette étude est de déterminer les besoins en formation continue de ces femmes, en vue





de proposer des pistes d'amélioration des dispositifs de formation, susceptibles de soutenir efficacement la transition agroécologique.

Ainsi, la présente étude se situe à l'intersection entre les enjeux de développement agricole durable, l'autonomisation des femmes rurales et l'ingénierie de la formation. Elle ambitionne de contribuer à l'amélioration des politiques et pratiques de formation agricole et rurale, en mettant en évidence l'importance d'une approche centrée sur les besoins des bénéficiaires, dans une dynamique de développement inclusif et durable.

Le présent mémoire est structuré en quatre parties :

- le contexte, la justification et la problématique : la partie de contexte et justification sera consacrée à la définition du cadre du sujet, à la définition du problème de manière générale et spécifique et à l'explication de la pertinence et de l'importance du sujet. La partie de la problématique quant à elle permettra de dimensionner le sujet, avec une question centrale et des questions spécifiques ;
- le cadre théorique : il présente les différentes théories qui ont pris la formation continue comme postulat de base ;
- la méthodologie : elle est représentée par un ensemble structuré d'étapes et de techniques permettant de mener une étude scientifique de manière rigoureuse et systématique. C'est une passerelle, qui à partir de la question de recherche, permet de démontrer comment les notions et théories empiriques peuvent être traduites en concepts scientifiques et en pratiques concrètes ;
- l'analyse des résultats, la discussion et les recommandations : cette partie vise à présenter les données collectées, d'en interpréter le sens, de les mettre en perspective et de proposer des actions à entreprendre ou recherches futures.





**1. CONTEXTE, JUSTIFICATION, PROBLEMATIQUE ET CADRE THEORIQUE**





## 1.1.CONTEXTE ET JUSTIFICATION DU QUESTIONNEMENT

L'agriculture occupe une place centrale dans l'économie togolaise, contribuant à environ 40 % du produit intérieur brut et constituant la principale source de subsistance pour une large majorité de la population active (MAEP, 2020). Malgré ce rôle stratégique, le secteur agricole demeure confronté à de nombreux défis structurels et environnementaux, notamment la faiblesse des rendements, la dégradation progressive des sols, l'irrégularité des pluies et l'augmentation des aléas climatiques.

Face à ces contraintes, les approches agricoles conventionnelles montrent leurs limites en matière de durabilité environnementale et de résilience des systèmes de production. Dans ce contexte, l'agroécologie s'impose progressivement comme une alternative pertinente, en ce qu'elle vise à concilier productivité agricole, préservation des ressources naturelles et adaptation aux changements climatiques. Cette approche est aujourd'hui promue par les politiques publiques, enseignée dans les centres de formation agricole et expérimentée par certaines exploitations et coopératives.

Toutefois, l'adoption des pratiques agroécologiques demeure encore marginale au sein des coopératives agricoles, en particulier dans la région des Plateaux. Selon l'ICAT (2025), peu de coopératives ont effectivement intégré ces pratiques de manière structurée et durable. Cette situation s'explique notamment par des insuffisances en matière de connaissances techniques, de compétences pratiques et d'accompagnement continu, ainsi que par un accès limité aux ressources nécessaires à la transition agroécologique.

Dans ce contexte, les femmes, fortement impliquées dans les activités agricoles et organisées au sein de coopératives, apparaissent comme des actrices clés de la transition agroécologique. Cependant, leur capacité à adopter et à pérenniser les pratiques agroécologiques dépend largement de l'existence de dispositifs de formation continue adaptés à leurs besoins spécifiques. C'est dans cette perspective que s'inscrit la présente étude, qui s'intéresse **aux besoins en formation continue des femmes membres des coopératives agroécologiques de la région des Plateaux au Togo.**

## 1.2.PROBLEMATIQUE

Au Togo, les femmes jouent un rôle essentiel dans le fonctionnement du secteur agricole, en intervenant à toutes les étapes des chaînes de valeur, de la production à la commercialisation.





Elles constituent une part importante de la main-d'œuvre agricole et sont fortement représentées au sein des coopératives. Pourtant, malgré cette contribution déterminante, les femmes rurales demeurent confrontées à de fortes inégalités structurelles qui limitent leur autonomie économique et leur capacité d'innovation.

Elles disposent d'un accès restreint aux facteurs de production stratégiques tels que la terre, le crédit, les intrants agricoles, les équipements et l'information, et bénéficient insuffisamment des dispositifs de formation et d'appui technique existants. Ces contraintes sont accentuées par des normes sociales et des rapports de genre défavorables, qui réduisent leur participation aux espaces de décision et aux opportunités de renforcement de capacités.

Dans un contexte marqué par l'intensification des effets des changements climatiques, ces vulnérabilités compromettent davantage la productivité agricole et la résilience des moyens de subsistance des femmes rurales. L'agroécologie, en tant qu'approche fondée sur la valorisation des savoirs locaux, la gestion durable des ressources naturelles et l'adaptation aux aléas climatiques, constitue une réponse stratégique à ces défis. Toutefois, sa mise en œuvre effective suppose l'acquisition de compétences techniques, économiques et organisationnelles spécifiques, ainsi qu'un accompagnement continu adapté aux réalités des coopératives féminines.

Or, les coopératives agricoles féminines de la région des Plateaux ne disposent pas toujours des capacités nécessaires pour assurer une transition agroécologique réussie. Les dispositifs de formation continue existants sont souvent ponctuels, peu structurés et insuffisamment alignés sur les besoins réels des femmes, ce qui limite l'appropriation durable des pratiques agroécologiques.

Ainsi, le problème central ne réside pas dans la reconnaissance du potentiel de l'agroécologie, mais dans l'insuffisance et l'inadéquation des dispositifs de formation continue et de renforcement de capacités destinés aux coopératives féminines agricoles. D'où la nécessité d'une analyse approfondie des besoins en formation continue des femmes membres de ces coopératives, afin de renforcer leur capacité d'action et de favoriser une transition agroécologique durable et inclusive dans la région des Plateaux au Togo.

La question centrale de cette étude peut donc être reformulée comme suit :

**Question centrale :**





Quels sont les besoins en formation continue des femmes membres des coopératives agroécologiques de la région des Plateaux au Togo au regard des enjeux actuels liés à l'agriculture durable ?

**Questions secondaires :**

- Quel est le profil socio-économique des femmes membres des coopératives agroécologiques de la région des Plateaux au Togo ?
- Quelles sont les pratiques agroécologiques mises en œuvre en rapport avec les compétences acquises par ces femmes ?
- Quelles sont les stratégies de formations continues qui ont été mise en œuvre pour accompagner ces femmes ?

**Objectif général :**

Déterminer les besoins de formation continue des femmes membres des coopératives agricoles pratiquant l'agroécologie dans la région des Plateaux au Togo.

**Objectifs spécifiques :**

**Pour les coopératives féminines :**

- 1- Décrire les profils socio-économiques des femmes membres ;
- 2- Identifier les pratiques agroécologiques mises en œuvre par les femmes ;
- 3- Décrire les stratégies de formations continues mises en place pour accompagner les femmes.

**Résultats attendus de l'étude :**

**Les résultats attendus pour les coopératives féminines sont les suivants :**

- Les profils socio-économiques des femmes membres des coopératives agroécologiques sont décrites ;
- Les pratiques agroécologiques mises en œuvre sont identifiées ;
- Les stratégies de formations continues mises en place pour accompagner les femmes sont décrites.





### 1.3.CADRE CONCEPTUEL

Le cadre de référence est représenté par les concepts et les notions clés mobilisés dans l'étude, les modèles et approches théoriques qui permettent d'expliquer les phénomènes observés et d'orienter l'analyse des résultats.

#### 1.3.1. Changements climatiques

Les changements climatiques désignent les variations à long terme des températures et des régimes météorologiques. Si certaines variations sont naturelles (cycle solaire, éruptions volcaniques), depuis les années 1800, les activités humaines constituent la principale cause, notamment à travers la combustion de combustibles fossiles (charbon, pétrole, gaz) et les émissions de gaz à effet de serre. Le changement climatique entraîne des phénomènes tels que la dégradation des sols, l'irrégularité des pluies, les périodes de sécheresse et les variations extrêmes de température, affectant directement les rendements agricoles et la sécurité alimentaire (Nations Unies, 2024).

#### 1.3.2. Transition vers l'agroécologie

L'**agroécologie** (AE) consiste à appliquer des principes écologiques à l'agriculture pour optimiser les interactions entre plantes, animaux, humains et environnement, tout en intégrant les dimensions sociales et économiques pour assurer la durabilité et l'équité des systèmes alimentaires (MAEDR, 2021 ; FAO, 2024).

Le terme est utilisé pour la première fois en 1928 par Basil Bensing pour décrire l'application de méthodes écologiques à l'agronomie. Depuis, l'AE a évolué pour inclure des dimensions scientifiques, économiques, sociales et politiques (Dupraz, 2005 ; Meynard, 2017).

Selon Stephen R. Gliessman, auteur de l'ouvrage de référence *Agroecology: The Ecology of Sustainable Food Systems*, qui présente l'agroécologie comme une approche fondée sur la gestion des écosystèmes agricoles plutôt que sur l'utilisation intensive d'intrants chimiques. L'AE comprend des systèmes comme l'agriculture biologique, la permaculture, l'agroforesterie et l'agriculture de conservation, qui privilégient la gestion des écosystèmes cultivés plutôt que l'usage intensif d'intrants chimiques.

- L'agroforesterie : associe les arbres aux cultures et/ou à l'élevage sur une même parcelle.





- L'agriculture de conservation : repose sur le travail minimal du sol, la couverture permanente du sol et la rotation des cultures.
- L'agriculture intégrée : combine différentes pratiques agricoles pour réduire les impacts environnementaux et optimiser l'utilisation des ressources.
- La permaculture : système de conception agricole inspiré du fonctionnement des écosystèmes naturels.
- Les systèmes agro-sylvo-pastoraux : associent cultures, arbres et élevage dans un même système de production.
- L'agriculture familiale durable : valorise les savoirs locaux, la diversification des productions et la gestion durable des ressources.
- L'agriculture régénératrice : vise à restaurer la fertilité des sols, améliorer la biodiversité et renforcer le stockage du carbone.

La FAO a développé dix (10) éléments de l'agroécologie pour aider les pays à transformer leurs systèmes alimentaires et agricoles, à généraliser l'agriculture durable, relevés dans les travaux de mémoire de M.AWUKU sur "Etat des lieux de l'Agroécologie dans les offres de formation initiale des centres de formation agricole et rurale (CFAR) au Togo : Cas de CAP, BT et des formations de courte durée ". Ces 10 éléments de l'agroécologie sont :

- **La diversité**

La diversité de l'agroécologie joue un rôle essentiel dans la stabilité dans le système agroalimentaire. Il favorise un environnement socioéconomique durable. De plus, il renforce la résilience des peuples. Dans cette diversité, les plantes et les animaux sont intégrés dans un système de production interdépendant. Ceci permet la disponibilité de la nourriture variée au niveau des ménages. Ainsi, elle améliore les résultats nutritionnels de la population.

- **La cocréation et le partage de connaissances**

Les meilleures innovations sont issues des savoir-faire traditionnels, des connaissances pratiques des producteurs. De plus, les connaissances qui font l'objet de vulgarisation en agroécologie sont issues d'un travail de collaboration participatif entre les paysans, les techniciens et les chercheurs. Ces connaissances paysannes sont valorisées dans le monde scientifique. Ceci fait de l'agroécologie un objet de la formation ou de l'enseignement.





- **Les synergies**

La création de synergies dans les pratiques agroécologiques améliore les fonctions écologiques, d'où une plus grande efficacité d'utilisation des ressources et une résilience accrue.

- **L'efficacité**

L'amélioration de l'efficacité d'utilisation des ressources naturelles, en particulier celles qui sont abondantes et gratuites, comme le rayonnement solaire, le carbone atmosphérique et l'azote est une propriété des systèmes agroécologiques. Dans le système agroécologique, les pratiques permettent de produire plus en utilisant beaucoup plus de ressources internes.

- **Le recyclage**

Le recyclage permet l'optimisation des ressources naturelles. Il réduit la pression de dépendance sur les ressources primaires. Par exemple, les feuilles, les fruits, les racines et les tiges des arbres sont utilisés dans l'alimentation des animaux. Dans le même système d'intégration plantes-animaux, les feuilles mortes des arbres sont utilisées pour faire du compost en combinaison en sandwich avec la déjection des animaux. Ce compost est en retour utilisé pour fertiliser les arbres. Ceci réduit l'emploi des engrais chimiques dans le système de production. Ainsi, les coûts économiques et environnementaux de la production agricole sont réduits.

- **La résilience**

Les pratiques agroécologiques valorisent la complexité biologique des systèmes agricoles. Ils favorisent la communion nécessaire entre les organismes en interaction pour que les infestations d'organismes nuisibles s'autorégulent. Ils renforcent la résilience écologique et socio-économique. De plus, une meilleure résilience des personnes, des communautés et des écosystèmes est essentielle à des systèmes alimentaires et agricoles durables.

- **Les valeurs humaines et sociales**

L'agroécologie met fortement l'accent sur les valeurs humaines et sociales comme la dignité, l'équité, l'inclusion et la justice. Elle offre une solution prometteuse en fournissant des emplois décents aux jeunes et aux femmes. Elle repose sur un mode de production agricole différent, qui est basé sur les connaissances, respectueux de l'environnement, responsable au plan social et novateur.

- **Les cultures et traditions alimentaires**





En favorisant des régimes alimentaires sains, diversifiés et adaptés au plan culturel, l'agroécologie contribue à la sécurité alimentaire et à la nutrition, tout en préservant la santé des écosystèmes.

- **La gouvernance responsable**

La gouvernance à l'échelon des territoires, des paysages et des communautés, notamment les modèles de gouvernance traditionnels et coutumiers, est extrêmement importante pour encourager la coopération entre les parties prenantes et maximiser les synergies, tout en limitant ou en gérant les compromis.

- **L'économie circulaire et solidaire**

Elle rétablit le lien entre les producteurs et les consommateurs, fournit des solutions novatrices pour vivre compte tenu des limites de notre planète, tout en établissant les fondements sociaux d'un développement inclusif et durable.

Dans le contexte du Togo et de l'Afrique de l'Ouest, les pratiques agroécologiques les plus répandues sont l'agroforesterie, le compostage, les associations culturales, les rotations de cultures et l'intégration agriculture-élevage.

Différentes perceptions sont notées selon les acteurs :

- Producteurs : utilisation de biofertilisants et biopesticides.
- Consommateurs : production sans produits chimiques.
- Formateurs agricoles : transition vers une agriculture durable avec moins d'intrants chimiques.
- Chercheurs et écologues : discipline scientifique appliquant les principes écologiques à l'agriculture.

### **1.3.3. Agriculture biologique et conventionnelle**

- **Agriculture biologique** : mode de production respectueux de l'environnement, excluant pesticides, OGM et intrants chimiques, contribuant à la santé humaine et animale (Stratégie nationale de développement de l'agroécologie et de l'agriculture biologique, 2021-2030).





- **Agriculture conventionnelle/industrielle** : production à fort rendement basée sur l'utilisation intensive d'intrants chimiques, mécanisation et irrigation, souvent moins résiliente face aux aléas climatiques.

#### **1.3.4. Formation et concepts liés**

La formation peut être définie comme un processus structuré d'acquisition, de développement et de renforcement des connaissances, des compétences et des attitudes, visant à améliorer la capacité d'un individu ou d'un groupe à exercer une activité donnée de manière efficace et autonome (FAO, 2001). Dans le champ du développement rural, la formation ne se limite pas à la transmission de savoirs techniques, mais englobe également des dimensions économiques, organisationnelles et sociales, essentielles à la durabilité des activités agricoles.

Dans une approche par les compétences, la formation vise à réduire l'écart entre :

- les compétences requises pour atteindre des performances attendues,
- et les compétences réellement détenues par les acteurs (UNESCO-UNEVOC, 2018).

##### **1.3.4.1. Formation agricole rurale :**

Sous le label générique de Formation Agricole et Rurale (FAR) se cachent des conceptions différentes de son sens exact. Le sens le plus généralement accepté fait référence à l'enseignement technique et la formation professionnelle (ETFP), définie par l'UNESCO et le BIT (2001) comme les « processus d'enseignement qui impliquent, en plus de l'enseignement général, l'étude des technologies et sciences connexes, et l'acquisition de compétences pratiques, d'attitudes, de compréhension, et de savoir liées aux métiers dans les différents secteurs de l'économie et de la vie sociale ». Comprise dans ce sens, la FAR n'est que la partie agricole et rurale de l'ETFP.

Selon Besson (2012) dans une étude diagnostique du Réseau FAR réalisée en 2012 sur la formation agricole, relève que l'enseignement ou la formation agricole et rurale a besoin de tenir compte de la diversité et de la complexité des situations professionnelles des agricultrices et des agriculteurs. « Il ne s'agit pas seulement de transmettre des connaissances et des techniques mais de développer des capacités d'analyse et de diagnostic des situations agricoles et rurales afin de pouvoir construire des réponses adaptées. Il est aussi nécessaire dans chaque situation d'analyser les modes de transmission du savoir professionnel qui sont





spécifiques de l'agriculture et qui tiennent compte pour une part à la nature de ces savoirs » (Besson, 2012).

#### 1.3.4.2. Formation continue

La formation continue désigne l'ensemble des actions destinées aux professionnels déjà actifs ou sur le point de le devenir, afin d'acquérir de nouvelles compétences ou de développer celles déjà acquises. Contrairement à la formation initiale qui s'adresse aux jeunes en cours de scolarité ou d'études, la formation continue concerne tous ceux qui souhaitent évoluer dans leur parcours professionnel. Elle se présente ainsi comme un véritable levier stratégique pour améliorer l'employabilité et répondre aux exigences d'un marché du travail en constante évolution.

La formation continue permet d'améliorer l'adaptabilité en intégrant les dernières innovations technologiques et les évolutions réglementaires. De plus, elle joue un rôle essentiel dans la sécurisation du parcours professionnel en boostant l'employabilité, ce qui est indispensable face aux défis d'une économie en perpétuel changement. Selon Kolb (1984), l'apprentissage continu favorise l'adaptation et le développement organisationnel, deux conditions essentielles à la durabilité.

La formation continue se distingue de la formation initiale par son caractère :

- permanent,
- adaptatif,
- orienté vers l'action.

Elle s'adresse à des acteurs déjà engagés dans une activité productive et vise l'actualisation, l'amélioration ou la reconversion de leurs compétences face à des contextes évolutifs (techniques, économiques, environnementaux) (UNESCO, 2015 ; CEDEFOP, 2014).

En milieu rural, et particulièrement dans le secteur agricole, la formation continue revêt une importance stratégique en raison :

- de l'évolution rapide des pratiques agricoles,
- des effets des changements climatiques,
- des exigences croissantes en matière de durabilité et de qualité des productions.





Dans ce contexte, la formation constitue un levier essentiel pour favoriser l'adoption de pratiques innovantes et durables (FAO, 2017).

### **1.3.4.3. Formation des adultes et andragogie**

La formation continue des femmes rurales relève de la formation des adultes, qui obéit à des principes spécifiques (Knowles, 1980) :

- les adultes apprennent à partir de leur expérience ;
- ils sont orientés vers la résolution de problèmes concrets ;
- ils sont plus motivés lorsque la formation répond à des besoins immédiatement perceptibles.

Ainsi, une formation continue efficace doit être :

- participative,
- contextualisée,
- directement liée aux pratiques professionnelles des bénéficiaires.

### **1.3.4.4. Besoins de formation**

Le terme de « besoin de formation », ou « besoin en formation », apparaît dès les années 1960 notamment au Centre Universitaire de Coopération économique et sociale de Nancy avec Bertrand Schwartz, dans le domaine de la formation. Il s'est depuis imposé comme terme idoine, particulièrement depuis l'ouvrage de Marcel Lesne et Jean-Marie Barbier.

Kaufman (1972) définit un besoin comme le résultat de la mesure de l'écart qui existe entre la situation désirée et la situation actuelle dans le milieu visé. On peut traduire cette définition par ceci la situation désirée confrontée à la situation actuelle aboutit au besoin de formation. On nomme cette activité « analyse des besoins », puisque lorsqu'il est établi qu'il y a un besoin de formation ; l'analyse plus spécifique de ce besoin se traduit généralement par une série de besoins de formation à combler, lesquels seront traduits dans l'énoncé du but de la formation. Le but de la formation spécifie les résultats qui sont attendus chez les apprenants à la fin de la formation.





Selon Jonathan Bradshaw (1972) dans son ouvrage *A taxonomy of social need*. In McLachlan, G. (Ed.), *Problems and Progress in Medical Care: Essays on Current Research*, 7th series, London: Oxford University Press., on distingue généralement:

- le besoin ressenti (perçu par les acteurs eux-mêmes),
- le besoin exprimé (formulé explicitement),
- le besoin normatif (défini par des référentiels ou standards),
- le besoin réel, issu de l'analyse croisée des situations.

L'identification des besoins en formation consiste à mesurer cet écart afin de cerner les compétences à acquérir ou à améliorer. Cela implique également de vérifier s'il y a un réel besoin de formation à partir de données valides. En somme, le besoin de formation est essentiel pour garantir que les employés possèdent les compétences nécessaires pour réussir dans leurs rôles.

Jacques Soyer parle, quant à lui, « d'abus de langage [...] qui peut présenter des dangers ». Il préfère en effet dire que l'expression « besoin de formation » devrait être remplacée par « problème à régler par la formation » ou par « objectifs à atteindre par la formation ».

L'analyse des besoins consiste à vérifier s'il y a un réel besoin de formation, à partir de données valides colligées dans le milieu de formation visé et, si oui à spécifier en quoi consiste ce besoin.

#### **1.3.4.5. L'analyse des besoins de formation (ABF)**

L'analyse des besoins consiste à vérifier s'il y a un réel besoin de formation, à partir de données valides colligées dans le milieu de formation visé et, si oui à spécifier en quoi consiste ce besoin. (Kaufman, R. A. (1972). *Educational System Planning*. Englewood Cliffs, NJ: Prentice-Hall).

L'analyse des besoins de formation est un processus méthodologique structuré visant à :

- identifier les compétences à renforcer,
- hiérarchiser les priorités de formation,
- adapter les dispositifs de formation aux réalités des bénéficiaires.





Elle constitue une étape centrale de l'ingénierie de formation, conditionnant la pertinence et l'efficacité des actions de formation continue.

Dans une perspective participative, l'ABF s'appuie sur :

- l'analyse des pratiques existantes,
- l'identification des contraintes et ressources,
- l'implication active des acteurs concernés.

#### **1.3.4.6. Analyse des besoins et formation en agroécologie**

La transition agroécologique implique des changements profonds de pratiques, de représentations et d'organisations. Ces changements ne peuvent être durables sans un dispositif de formation continue fondé sur une analyse rigoureuse des besoins (FAO, 2018 ; Gliessman, 2015).

L'ABF permet ainsi :

- d'éviter des formations génériques et inadaptées,
- de cibler les compétences clés à renforcer,
- de favoriser l'appropriation durable des pratiques agroécologiques (Kaufman & English, 1979 ; Le Boterf, 2006)..

#### **1.3.4.7. La transition agroécologique comme processus d'apprentissage**

La transition vers l'agroécologie est un processus progressif, qui repose sur :

- l'apprentissage par la pratique,
- l'expérimentation,
- l'échange de savoirs entre pairs.

Elle nécessite le développement de compétences multiples :

- techniques (gestion des sols, intrants biologiques, biodiversité),
- économiques (gestion, planification, commercialisation),
- organisationnelles (travail collectif, gouvernance).





#### **1.3.4.8. La formation continue comme levier de la transition**

La formation continue constitue un levier central de la transition agroécologique, en permettant :

- l'adaptation des pratiques aux contextes locaux,
- le renforcement de l'autonomie des producteurs,
- l'amélioration de la résilience des systèmes agricoles (Altieri, 2002 ; FAO, 2018).

Sans formation continue adaptée, la transition agroécologique reste partielle, fragile ou réversible.

À défaut de dispositifs de formation adaptés, la transition agroécologique demeure partielle, fragile et susceptible d'être remise en cause (Gliessman, 2015).

#### **1.3.4.9. Coopératives féminines, genre et accès à la formation continue**

##### **1.3.4.9.1. Genre et accès différencié à la formation**

Le genre entendu comme la construction socio-culturelle définissant les rôles et rapports de pouvoir entre hommes et femmes dans une société donnée Hyde, J. S., Bigler, R. S., Joel, D., Tate, C. C., & van Anders, S. M. (2019). The future of sex and gender in psychology: Five challenges to the gender binary. *American Psychologist*, 74(2), 171–193.

Le genre influence fortement l'accès des femmes rurales à la formation, en raison Scott, J. W. (1986). Gender: A Useful Category of Historical Analysis. *American Historical Review*, 91(5), 1053–1075. :

- des contraintes de temps,
- des responsabilités domestiques,
- des normes socioculturelles.

Ces contraintes justifient des dispositifs de formation spécifiquement adaptés aux réalités des femmes.





#### **1.3.4.9.2. Les coopératives comme espaces d'apprentissage collectif**

Les coopératives constituent des cadres privilégiés pour la formation continue, car elles favorisent (FAO (2012). *Agricultural Cooperatives: Paving the Way for Food Security and Rural Development*. Rome.) :

- l'apprentissage collectif,
- la mutualisation des ressources,
- la diffusion des innovations.

Elles jouent un rôle central dans la structuration des besoins de formation et dans l'appropriation des pratiques agroécologiques.

#### **1.3.4.9.3. Coopératives, compétences et pratiques agroécologiques**

Les coopératives jouent un rôle clé dans le développement des compétences techniques, économiques et organisationnelles de leurs membres. Elles facilitent l'acquisition et la consolidation (FAO (2018). *Scaling up Agroecology Initiative: Transforming Food and Agricultural Systems*) de :

- Compétences techniques liées aux pratiques agroécologiques (gestion durable des sols, utilisation des intrants biologiques, lutte intégrée contre les ravageurs, adaptation aux changements climatiques) ;
- Compétences économiques et de gestion (planification de la production, gestion financière, commercialisation des produits agroécologiques) ;
- Compétences sociales et organisationnelles (travail collectif, gouvernance coopérative, prise de décision).

Ainsi, les pratiques agroécologiques ne peuvent être durablement adoptées sans un processus structuré de formation continue, soutenu par les mécanismes internes des coopératives.

#### **1.3.4.9.4. Rôle des coopératives dans l'accès aux appuis et aux ressources**

Les sociétés coopératives constituent également des interfaces privilégiées entre les femmes agricultrices et les structures d'appui (services techniques, ONG, projets de développement, institutions financières) FAO (2016). *Developing gender-sensitive value chains: A guiding framework*. À ce titre, elles facilitent :





- L'accès aux formations continues et aux dispositifs d'accompagnement technique ;
- L'accès mutualisé aux ressources matérielles (outils, équipements, intrants biologiques) ;
- La mobilisation de ressources financières et l'accès aux mécanismes de financement adaptés ;
- L'encadrement et le suivi des pratiques agroécologiques sur le terrain.

Cependant, l'efficacité de ces appuis dépend fortement du niveau de structuration des coopératives et de la pertinence des dispositifs de formation proposés.

#### **1.3.4.9.5. Contraintes et limites des coopératives dans la formation continue**

Malgré leur potentiel, les coopératives féminines font face à plusieurs contraintes structurelles et organisationnelles qui limitent leur capacité à assurer une formation continue efficace (Kaufman, R., & English, F. W. (1979). Needs Assessment: Concept and Application). Il s'agit notamment :

- de l'insuffisance ou de l'irrégularité des formations continues ;
- de l'inadéquation des contenus de formation aux besoins réels des femmes  
Gliessman, S. R. (2015). Agroecology: The Ecology of Sustainable Food Systems qui souligne que la transition agroécologique nécessite des dispositifs de formation adaptés et continus.;
- du manque de ressources humaines qualifiées pour l'accompagnement technique ;
- des contraintes financières et logistiques (IFAD (2011). Rural Poverty Report) ;
- des pesanteurs socioculturelles influençant la participation des femmes aux activités de formation.

Ce cadre théorique montre que l'adoption durable de l'agroécologie par les coopératives féminines dépend étroitement de la pertinence des dispositifs de formation continue, eux-mêmes conditionnés par une analyse rigoureuse des besoins de formation, intégrant les dimensions techniques, économiques, organisationnelles et socioculturelles.





## **2. CADRE DE L'ETUDE ET METHODOLOGIE DE TRAVAIL**





## 2.1. CADRE INSTITUTIONNEL

La présente étude s'inscrit dans le cadre de la formation Master international en Ingénierie de Formation agricole et rurale (MIFAR). Le MIFAR est un master qui vise à renforcer les capacités des professionnels de la FAR des pays membres et à rénover les dispositifs et les pratiques de formation agricole et rurale de ces pays. Il a été mis en place par le Réseau FAR de la formation agricole et rurale. Le MIFAR est porté par trois institutions académiques à savoir :

- L'École Normale Supérieure d'Enseignement Technique et Professionnel (ENSETP) de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD) au Sénégal,
- L'École Nationale d'Agriculture (ENA) de Meknès au Maroc et
- L'Institut Agro (Dijon et Montpellier).

Le MIFAR est un master qui forme les professionnels de la FAR des différents pays membres à être plus outiller pour rénover le dispositif de la FAR dans leur pays chacun en ce qui le concerne. Il s'agit de la troisième (3<sup>ème</sup>) promotion (2024-2025), les cours sont en ligne avec quelques modules en présentiels en début du master. Ce master est un partage d'expérience et d'apprentissage qui permet aux apprenants de se perfectionner à travers de nouvelles connaissances auprès de leurs pairs, les autres acteurs de la FAR des pays membres.

## 2.2. CADRE PHYSIQUE DE L'ETUDE

Le Togo est un pays qui se situe dans l'Afrique de l'ouest, il est limité au nord par le Burkina Faso, au sud par le Golfe de Guinée, à l'est par le Bénin et à l'ouest par le Ghana. La superficie du Togo est de 56 785 km<sup>2</sup>, la capitale est Lomé. Le Togo compte cinq (05) régions administratives (figure 1) à savoir région maritime, région des plateaux, région Centrale, région de la Kara et région des savanes. Le Togo s'étend de 115 Km de largeur (entre les frontières du Bénin et du Ghana) et de 600 Km de longueur de la région Maritime au sud à la région des savanes au nord. La population togolaise en 2020 était 8 608 444 Habitants.

L'étude se concentre sur la région des Plateaux. Cette région est caractérisée par son climat doux, sa végétation luxuriante et ses forêts montagneuses. Elle est traversée par le fleuve Mono, le fleuve le plus important du pays, et abrite des sites touristiques tels que le Pic d'Agou et la Cascade d'Aklowa. La région est également connue pour ses vallées profondes,





ses cascades et ses centres d'intérêt touristique. Lors du 5e recensement générale de la population et de l'habitat (RGPH 5) en novembre 2022, la région des plateaux compte 1 635 946 habitants et est situé à environ 140 km de Lomé. Cette région est reconnue comme le grenier agricole du Togo parce qu'elle est caractérisée par une agriculture diversité avec des cultures telles que l'igname, le manioc, le maïs, le mil, le sorgho et la patate douce , le fonio.

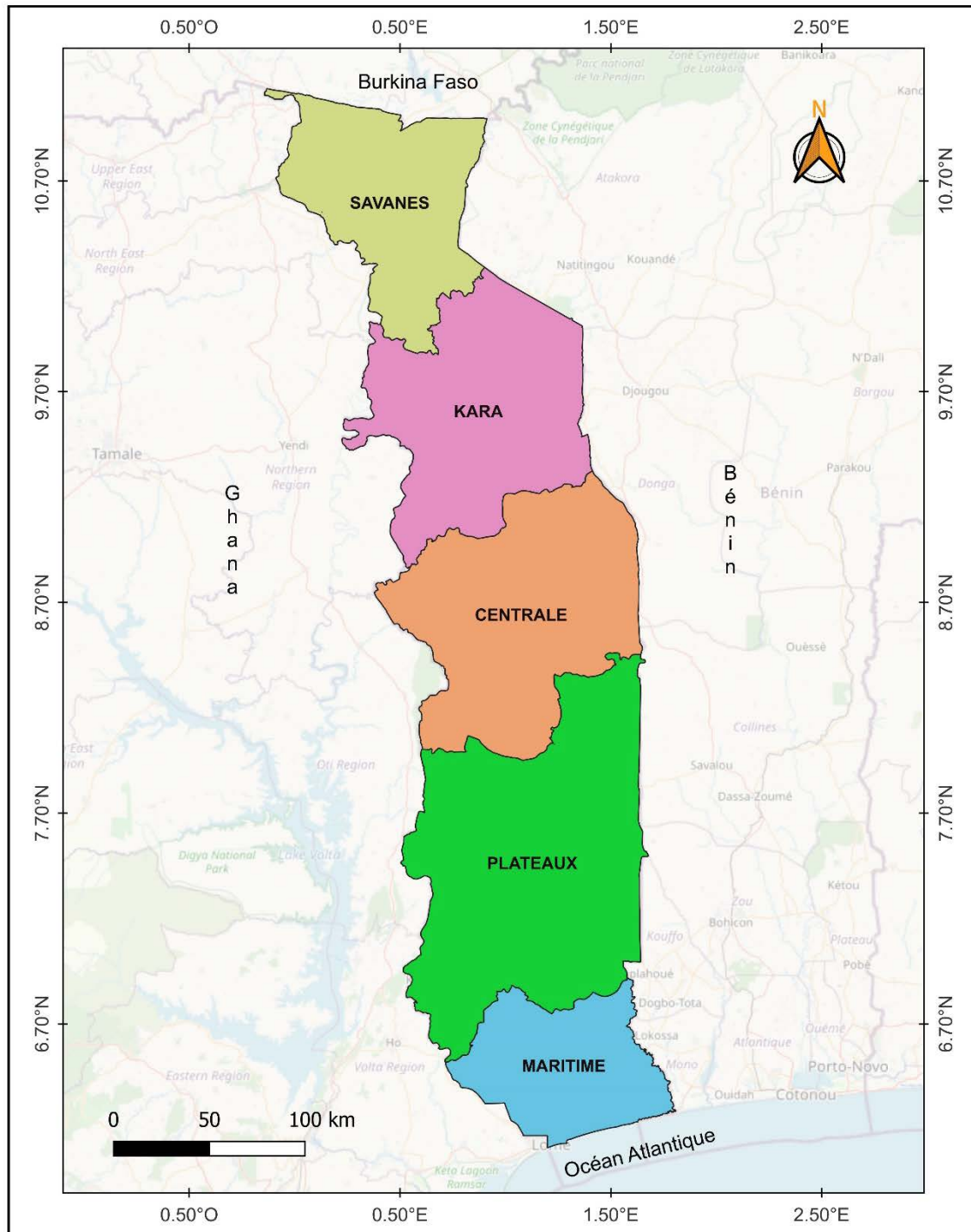
La région des plateaux compte environ deux mille sept cent quinze (2715) société coopérative (Registre des sociétés coopératives DEFA-MAPRASA, 2026) et est marquée par :

- une forte présence de coopératives féminines,
- des initiatives émergentes en agroécologie,
- la présence de plusieurs structures d'appui (CFAR, ONG, projets),
- des conditions agroclimatiques spécifiques influençant la transition agroécologique.

La zone présente ainsi un intérêt stratégique pour observer les dynamiques locales et identifier les besoins réels en formation continue.



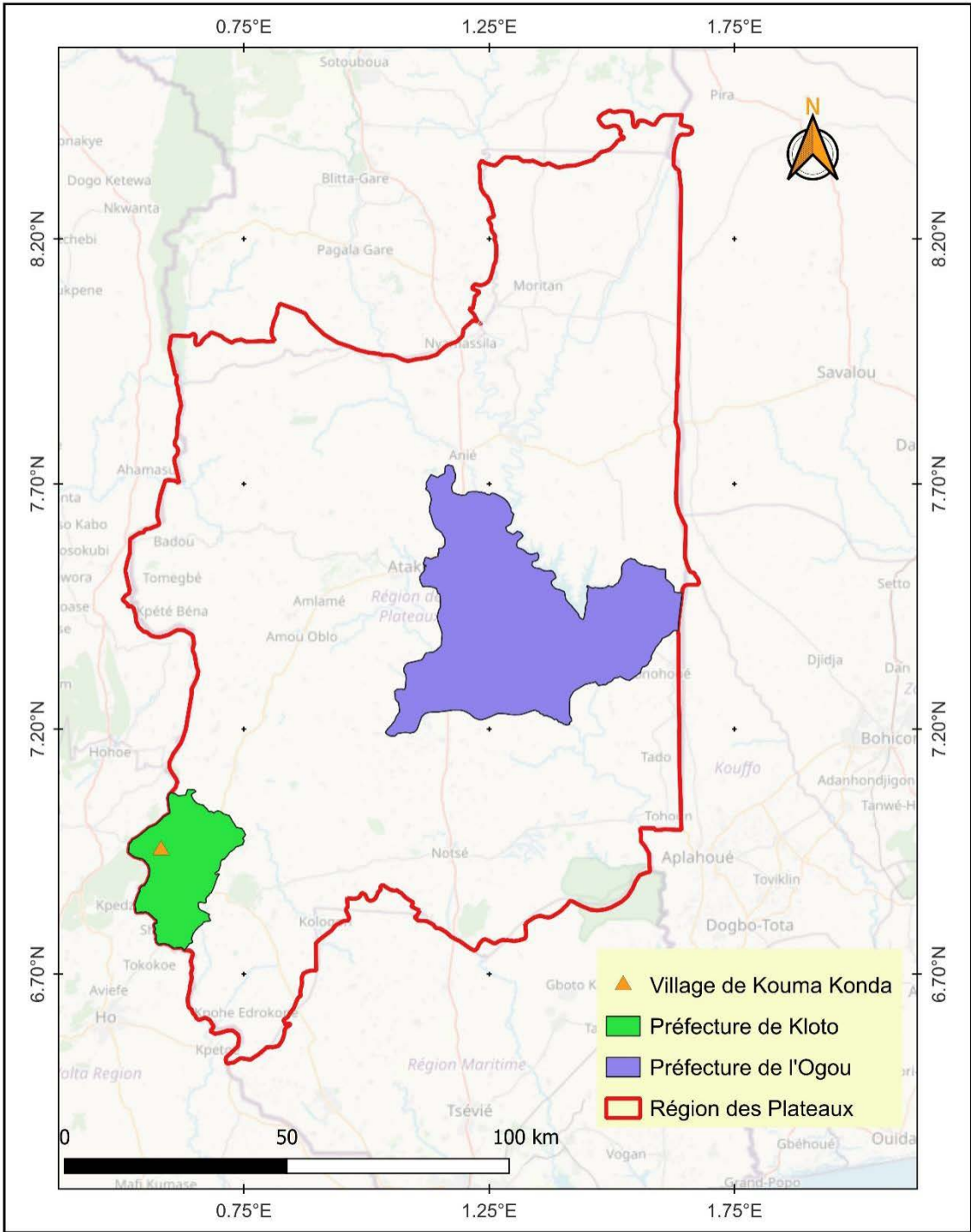
## CARTE DES REGIONS DU TOGO



**Figure 1 : Carte des régions du Togo**



**CARTE DE LA REGION DES PLATEAUX DU TOGO**



*Figure 2 : Carte de la région des Plateaux*





## **2.3. CADRE METHODOLOGIQUE ET ENQUETES**

### **2.3.1. Phase exploratoire**

Pour la réalisation de ce mémoire, l'approche générale adoptée, consiste à combiner une analyse documentaire et une collecte de données sur le terrain. Elle s'appuie sur :

### **2.3.2. Exploitation de documents existants**

Il s'est agi de la lecture des documents et recueils des informations sur l'agroécologie. Les documents sur le genre, l'autonomisation des femmes, les coopératives. En ce qui concerne les centres de formation agricole et rurale (CFAR) leur prospectus et projet d'établissement ont été exploiter ;

### **2.3.3. Consultation des registres des coopératives**

Le registre des coopératives tenues par le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, des Ressources Animales et de la Souveraineté Alimentaire (MAPRASA) a été consulter pour identifier les coopératives agroécologiques féminines dans la région des Plateaux. Ce registre est tenu par la Direction de l'entrepreneuriat et du financement agricole (DEFA) qui se trouve au sein du ministère de l'agriculture.

### **2.3.4. La réalisation de pré-entretiens et pré-enquêtes**

Pour tester les outils de collecte et mieux cerner les besoins en formation continue des coopératives féminines, des pré-entretiens et pré-enquêtes ont été faits avec les potentiels acteurs en début de l'étude. Ces personnes et structures consulter ont été retenus comme cibles pour l'étude de ce mémoire.

### **2.3.5. Cadrage avec des personnes-ressources**

Le cadrage du thème a été fait avec les responsables de MIFAR, de l'APCFAR, les membres du Réseau FAR pour valider la pertinence de l'étude et affiner la sélection des acteurs ;

La revue documentaire a permis de construire le cadre théorique, identifier les approches existantes en matière de formation en agroécologie et analyser les politiques et dispositifs d'appui.

### **2.3.6. Sélection et entretien des acteurs**

Les acteurs identifiés sont :





- Coopératives féminines engagées dans l'agroécologie ;
- Femmes leaders de coopératives, impliquées dans la gouvernance et l'organisation des activités ;
- Femmes membres des coopératives agroécologiques, en tant que bénéficiaires directes de la formation continue ;
- Centres de formation agricole et rurale (CFAR) ;
- Structures d'accompagnement (ONG, projets, PTF) intervenant dans le renforcement des capacités ;

Ces différents acteurs ont été sélectionnés sur la base de certains critères.

### **2.3.6.1. Critères de sélection pour les CFAR**

En ce qui concerne la sélection des CFAR, elle a été basée sur les critères suivants : statut officiel, activité depuis >5 ans, anciens apprenants insérés professionnellement, membres de l'APCFAR, capacité à dispenser des formations agroécologiques et rayonnement local. Trois CFAR ont été retenus : CFAR KADOMA, CFAR CADETE, CFAR CADR. Ces centres ont été choisis en raison de leur activité et ils sont dans l'agroécologie et l'accompagnement des coopératives.

### **2.3.6.2. Critères de sélection des Coopératives**

La sélection des coopératives féminines est basée sur la reconnaissance officielle de cette coopérative c'est-à-dire qu'immatriculation officielle, partenariat avec des réseaux agroécologiques, activité depuis >5 ans. Dix coopératives ont été retenues sur la base de ces critères.

### **2.3.6.3. Critères de sélection des PTF**

L'identification des institutions et projets intervenant dans l'agroécologie sur la base de leur engagement, pertinence et représentativité dans la zone.

Après l'étape de sélection des acteurs, les entretiens ont été réalisés par les enquêtes sur le terrain auprès des coopératives, les femmes leaders de coopératives (il s'agit des femmes présidente, secrétaire, trésorière, et rapporteur), les responsables de structures accompagnantes et responsables de CFAR.





Ces différents acteurs auprès de qui les enquêtes ont été menées, étaient donc au total 16 coopératives, 24 femmes leaders de coopératives, 28 femmes productrices et 6 CFAR, 5 structures accompagnantes, et 2 projets AgSys (GIZ), FPAPAE-TG.

**Tableau 1 : Liste des acteurs**

Acteurs		Données à collecter
Coopératives	SCOOPS PISSINADOU, Scoops N'DJONAME, scoops Adzrowo, scoops Femmes battantes de kebotoe, scoops FEMME LEADER, scoops BON PLANTEUR, scoops Nevame, scoops Lonlonyo, scoops Oboe kobayilie, scoops Novissi, Scoops reveil, Coopérative féminine Amen, scoops Hezouwé, scoops NOVISSI de Dovota, scoops TOLERANCE, scoops PRE	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Instances, leadership féminin, prises de décision, gestion</li> <li>- Types de pratiques AE, niveau d'adoption</li> <li>- Compétences maîtrisées, formations antérieures, savoir-faire</li> <li>- Intrants, outils, main-d'œuvre, financement, partenaires</li> <li>- Thématiques prioritaires, attentes, besoins en formation</li> </ul>
Centre de Formation Agricole et Rurale	CFAR KADOMA, CFAR CADETE, CFAR CADR, Sath Agro Business, Ferme Shalom AgroEco, Ferme école TOUT EST GRACE, Centre d'Études, de Formation et d'Appui-Conseils en Entrepreneuriat et Développement Rural (CEFACE DR)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Modules formés, durée, fréquence, type de pédagogie, public cible</li> <li>-Pertinence des modules, alignement avec les défis AE et genre</li> <li>- Besoins exprimés en ressources, modules, partenariats, expertises</li> </ul>





ONG	REJEPAT, RéNaFAT, ReNAAT, Centre international de développement pastoral, CTOP	- Approches utilisées pour les formations -Types d'appuis fournis aux coopératives - Identification des besoins pour les coopératives
Projets	AgSys, FPAPAE-TG	

### 2.3.7. Méthodes et techniques de collecte des données

Des guides d'entretien et des questionnaires adaptés à chaque catégorie ont permis de recueillir des informations sur différents points.

#### 2.3.7.1. Guide d'entretien

Les guides d'entretien ont permis de recueillir des informations sur :

- Les pratiques agroécologiques ;
- Les besoins et attentes en formation continue ;
- Les ressources disponibles et les contraintes rencontrées ;
- Les dispositifs d'accompagnement existants.

#### 2.3.7.2. Questionnaire

Quatre questionnaires ont été élaborés et ont été administrés aux :

- organisations professionnelles (coopératives) ;
- leaders des groupes au sein des coopératives féminines ;
- productrices individuelles ;
- structures accompagnantes (partenaires techniques et financiers).

#### 2.3.7.3. Outils numériques

Il s'agit de l'utilisation de KOBOLCollect pour la saisie en ligne et de WhatsApp ou appels téléphoniques pour les compléments d'informations. Le logiciel tableur Excel a été aussi utilisé pour le traitement des données.





### 2.3.8. Analyse des données

Pour cette étude l'approche méthodologique mixte a été adoptée. Toutefois, l'analyse qualitative a été retenue principalement. L'analyse qualitative a été mise en avant parce qu'elle permet de comprendre en profondeur les pratiques, perceptions, contraintes et besoins exprimés par les différents acteurs des coopératives. Cette compréhension passe par l'interprétation des réponses fournies par les entretiens et de l'analyse documentaire.

Mais accessoirement l'analyse quantitative intervient pour dégager des tendances relatives aux profils, pratiques et formations reçues.

Tout d'abord, il s'agira de collecter les données, selon Quivy et Van Campenhoudt (2018). L'analyse vise à rassembler de manière systématique les informations qui permettront de répondre aux questions de recherche et vérifier les hypothèses formulées.

Les données ont été collectées sur le terrain par le remplissage des questionnaires par les acteurs à travers l'outil kobocollect pour certains acteurs, pour d'autres cela a été fait à travers des entretiens directs et des enregistrements à l'appui.

Après nous avons procédé au traitement des données. Le traitement a consisté en la transcription de données recueillies. Il faut noter que les parties qui ne semblaient pas bien comprises ont été complétées par des appels téléphoniques.

Après la transcription s'en est suivi avec le traitement de ces informations à travers l'outil Excel pour l'analyse des données et la conception des graphiques ainsi que l'outil Uramutek. Les traitements ont été fait en fonction des objectifs poursuivis par l'étude et les résultats recherchés dans la présente étude.

Cette méthodologie est représentative de la problématique de l'étude et est directement liée à la question centrale de l'étude, à savoir l'identification des besoins en formations continues des acteurs des coopératives féminines pour réussir leur transition vers l'agroécologie.





### 3. ANALYSE





Au Togo le concept de l'agroécologie n'est plus une approche nouvelle méconnaissable par les acteurs qui interviennent dans l'agriculture notamment passant par des producteurs regroupés en sociétés coopératives, les techniciens qui accompagnent ces différentes coopératives à travers les structures de formations de renforcement de capacités. Dans le cadre de la présente étude, l'analyse des données sera faite par acteurs.

### **3.1. Description des profils socio-economiques des femmes membres**

#### **3.1.1 Analyse et interprétation**

Dans le cadre de la présente étude au total 18 coopératives ont été enquêtées dans la région des plateaux (plateaux-ouest et plateaux-est). Ces différentes coopératives sont toutes dans la production agricole, 14 coopératives soit 73.68% sont dans la commercialisation, 9 coopératives soit 47.37 % pratiquent la transformation et 5 coopératives soit 26.32% sont dans les prestations de services, dans la culture de café-cacao.

En ce qui concerne les femmes leaders de ces coopératives au total 23 femmes leaders ont participé à notre enquête pour cette étude. Ces femmes leaders de coopérative, occupent au sein de leurs structures soit les postes de président, secrétaire, trésorier, rapporteur. Elles sont dans la production agricole, café-cacao, niébé, maraîchage (ademe, gboma, gombo, laitues, choux, concombre, piment, haricots verts, tomates, carottes, légumes...), igname, riz, manioc, soja, plantain, maïs, céréales, arachides, ananas, patates douces, fonio, anacardes...

Pratiquement toutes les coopératives ont transité vers l'agroécologie. Ces coopératives au début de leur activité pratiquaient l'agriculture avec l'utilisation des engrais conventionnels. Mais avec la diminution des rendements et les effets des changements climatiques et surtout la sensibilisation sur les bienfaits, ces coopératives ont adopté des pratiques agro écologiques.

Ces coopératives ont été sensibilisées sur les effets néfastes des pesticides et autres produits sur la santé humaine ce qui les a conduites à pratiquer l'agroécologie. Ainsi pour la présente étude, il faut noter que la majorité de ces coopératives ont commencé l'activité agricole depuis leur création avant d'adopter la pratique de l'agroécologie. Une minorité qui a commencé l'activité agricole avec la pratique agroécologique.





Au regard des données recueillies, en plus des 23 femmes leaders de coopératives qui occupent entre autres les postes de président, trésorier, secrétaire, rapporteur, 27 femmes productrices ont été enquêtées. Ces 27 femmes sont des membres de coopératives et entrepreneurs qui pratique l'agroécologie dans leur activité agricole.

- **Femmes leaders de coopérative**

Abordant les parcours professionnels de ces femmes leaders de coopératives dans un premier temps, elles peuvent être classées en trois catégories 5 femmes leaders soit 23,83 % ont atteint le niveau primaire, 13 femmes leaders soit 54,17 % ont atteint le niveau secondaire, et 6 femmes leaders soit 25% ont atteint le niveau supérieur. Le constat fait est que les femmes qui ont le niveau primaire et secondaire ont commencé par leur activité agricole sans formation de base sur l'agroécologie, les pratiques adoptées, étaient des l'utilisation des engrais chimiques, pesticides et s'est par après que les pratiques agroécologiques se sont intégrées. L'intégration de l'AE dans l'activité s'est faite à travers la sensibilisation et la formation par les structures de formation ou d'accompagnement qui œuvrent pour les pratiques de l'AE. Ces structures sont des organisations privées ou publiques, il s'agit de l'ICAT, CADR, REJEPAT, GIZ AgSys, UTCC, PRIMA, ProMIFA. Comme le dit une leader « nous avons débuté les activités sans formation à la base, c'est après que nous avons eu des formations sur les pratiques agroécologiques ».

Les femmes leaders celles qui ont le niveau supérieur (Bac +) quant à elles et qui sont peu nombreuses et mieux instruit ont reçus des formations pour la plupart sur l'AE avant le démarrage de l'activité.

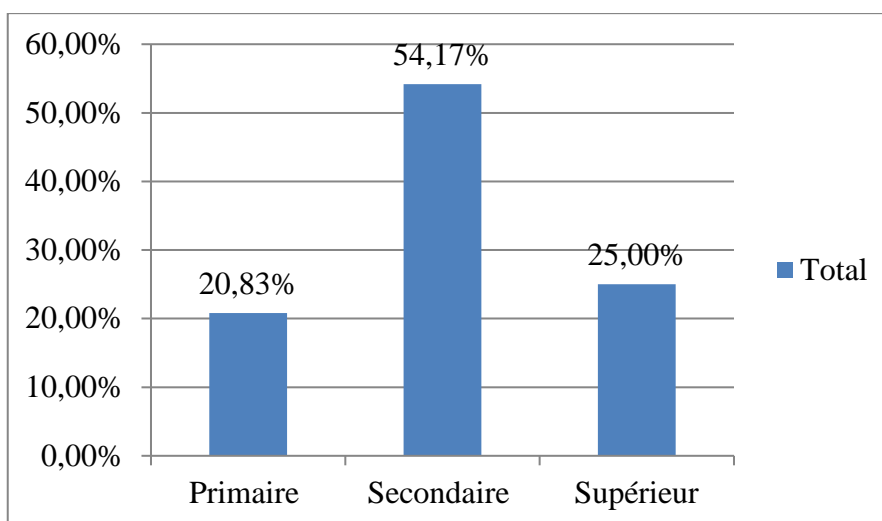
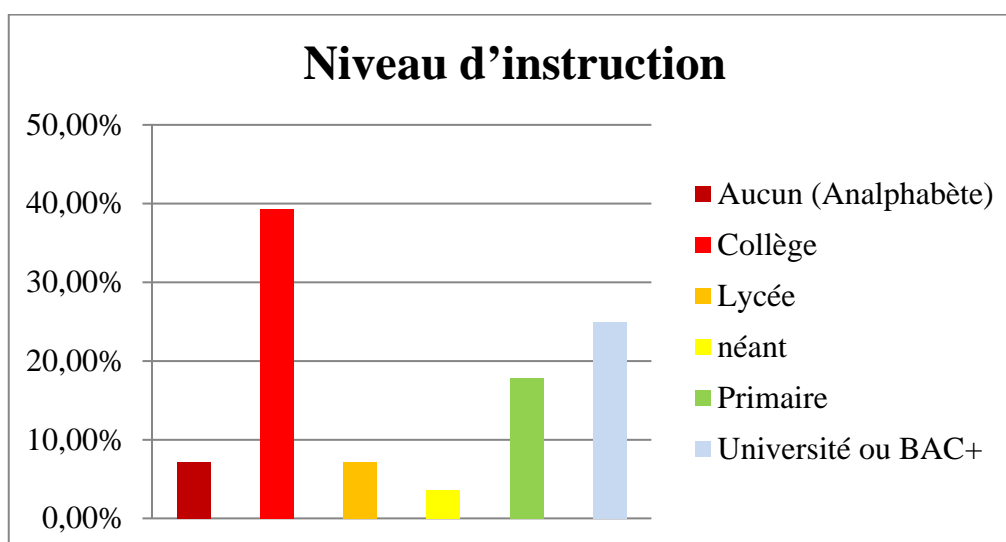


Figure 3 : Niveau d'instruction des femmes leaders



- **Femmes membres de coopératives**

Au total 27 femmes membres des coopératives ont été enquêtées. Ces femmes ont un niveau d’instruction allant de l’université à un niveau bas de sans instruction. Selon la présente étude, 7 femmes soit 25% ont le niveau université ou Bac +, 2 femmes soit 7,14 ont atteint le niveau Lycée, 11 femmes ont atteint le niveau collège soit 39,29 % et 2 femmes soit 7,14 % sont analphabète. Ces femmes membres des coopératives tout comme les femmes leaders de coopératives ont commencé l’activité agricole avant



*Figure 4 : Niveau d'instruction*

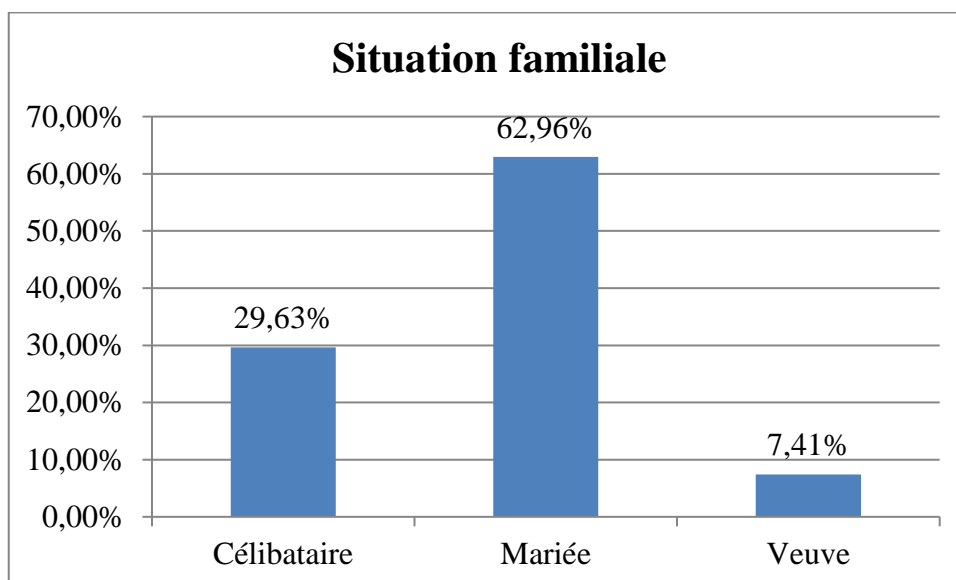
Les résultats des deux histogrammes ci-dessus indiquent un niveau d’instruction globalement faible à intermédiaire, dominé par l’enseignement primaire et le collège, bien qu’une proportion non négligeable de répondants ait atteint le niveau universitaire. Cette hétérogénéité du capital humain constitue à la fois un défi et une opportunité.

La situation matrimoniale des femmes productrices qui sont membres est majoritairement des femmes mariées, une portion moyenne célibataire et une petite portion est veuve, précisément 17 femmes mariées soit 60,71%, 8 femmes célibataires soit 28,57% et 2 veuves soit 7,14%

Sur le plan matrimonial, la majorité des répondants sont mariés, ce qui suggère une forte responsabilité familiale et une organisation des activités agricoles fortement imbriquée dans



les stratégies de subsistance des ménages. Cette situation renforce la pression économique et sociale sur les exploitations agricoles, accentuant la nécessité de pratiques productives durables et résilientes.



*Figure 5 : Situation Familiale*

### 3.1.2 Discussion

Avec l'infertilité des sols et les perturbations du climat, l'importance de l'agroécologie se montre de plus en plus fort. En ce qui concerne les coopératives féminines pratiquant l'agroécologie l'étude sur le terrain a montré que ces coopératives qui ont décidé de pratiquer l'agroécologie, adoptent réellement la pratique sur le terrain.

Les résultats montrent une forte hétérogénéité des profils, tant chez les femmes leaders que chez les membres.

Le niveau d'instruction est majoritairement faible à intermédiaire, avec une dominance du primaire et du secondaire, bien qu'une minorité ait atteint le niveau supérieur. Cette situation constitue :

- un défi, en termes d'appropriation des contenus techniques complexes ;
- mais aussi une opportunité, car la formation continue peut jouer un rôle compensatoire.





Ces résultats confirment les travaux sur la formation des adultes, selon lesquels l'expérience professionnelle peut pallier un faible niveau de scolarisation lorsque les dispositifs sont adaptés.

### **3.1.3 Recommandations pour les coopératives**

Les coopératives à leur niveau doivent comme recommandation :

- Diversifier les compétences au-delà du technique
  - Accorder une attention particulière à la gestion financière, à la commercialisation et à la gouvernance coopérative ;
  - Intégrer les jeunes femmes et les leaders dans des formations spécifiques au leadership.
- Institutionnaliser la formation continue au sein des coopératives
  - Mettre en place des plans internes de renforcement des capacités ;
  - Identifier des responsables ou relais formation au sein des coopératives.
- Renforcer l'apprentissage collectif et l'échange d'expériences
  - Développer des pratiques de formation par les pairs ;
  - Valoriser les savoirs locaux et les expériences réussies.

## **3.2. Identification des pratiques agroécologiques et compétences**

### **3.2.1 Analyse et interprétation**

Dans le cadre de la collecte des données, en ce qui concerne l'identification des pratiques agroécologiques 13 coopératives ont répondu. Les coopératives enquêtées mettent en œuvre diverses pratiques agroécologiques :

- Compostage,
- Utilisation de biofertilisants,
- Rotation des cultures,
- Lutte biologique.
- Engrais organique
- Association de cultures
- Agroforesterie,

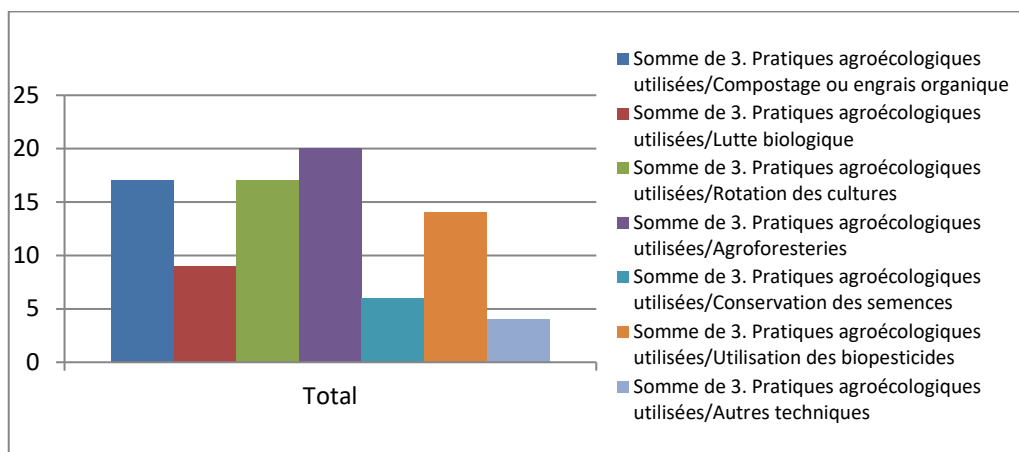




- Bokashi,
- Apishie,
- bouillie de cendre,
- Super Glue,
- Conservation de semence.

Les résultats montrent une adoption différenciée des pratiques agroécologiques. Les pratiques telles que l'agroforesterie, la rotation des cultures et l'utilisation du compost ou des engrais organiques sont les plus répandues. Ces coopératives dans l'adoption de ces pratiques agroécologiques sont conscientes du bien-fondé ou de la nécessité de ces pratiques, mais elles pratiquent plus ce qu'elles maîtrisent. Cette situation s'explique par le fait qu'après les formations ou les renforcements de capacités des coopératives par les structures accompagnantes, les coopératives reproduisent les pratiques qu'elles peuvent exercer. Ces coopératives n'arrivent pas à reprendre toutes les techniques et pratiquent apprises parce qu'elles manquent soit de moyens financiers, soit d'équipements, soit de matière première pour la réalisation de la pratique apprise. Ce qui explique la forte adoption de certaines pratiques plus que d'autres. Il faut aussi noter que le niveau maîtrise reste inégal parce que les représentants ou membres de coopératives qui ont suivis les formations au retour dans les coopératives de base font la restitution mais tous les membres n'étant pas présent pour assister à la restitution, l'adoption de la pratique apprise ne sera pas la même à tous les niveaux. Cette situation montre une adoption différenciée des différentes pratiques agroécologiques. Aussi certaines pratiques sont appliquées de manière empirique par les coopératives, sans compréhension complète des principes sous-jacents. Cela révèle un écart entre pratiques adoptées et compétences maîtrisées, ce qui correspond précisément à une situation de besoin de formation au sens théorique.





**Figure 6 : Les pratiques agroécologiques adoptées**

Ce graphique montre l'adoption différenciée des pratiques agroécologiques de ces coopératives.

### 3.2.2. Discussions par rapport aux pratiques agroécologiques mise en œuvre

Dans la présente étude, les femmes membres des sociétés coopératives adoptent les pratiques agro écologiques dans leurs activités, elles ont compris l'utilité de ces pratiques agro écologiques au regard les changements climatiques, variations et l'irrégularité des saisons qui s'observent maintenant et qui a un impact sur les rendements agricoles. Comme l'a si bien dit une femme membre d'une des coopératives « *nous sommes bien conscients des changements climatiques et des effets nocifs de l'utilisation des engrais chimiques sur notre corps* » et qu'il est temps de trouver des solutions. Ces coopératives féminines bénéficient de l'accompagnement des CFAR ou des réseaux qui font la vulgarisation des pratiques agroécologie par des renforcements de capacité par la formation quand le besoin se fait sentir. Suite aux données collectées, on note un niveau acceptable de connaissance des techniques, pratiques agro écologiques par les femmes membres des coopératives mais c'est la duplication des techniques qui est un blocage compte tenu du manque de moyens et d'équipements. Les coopératives ne disposent pas des matières premières pour reprendre les pratiques apprises dans les CFAR. En ce sens que plusieurs coopératives se réunissent dans le CFAR pour bénéficier des formations sur l'agroécologie. Donc après la formation en cas d'absence d'une coopérative, cette dernière est en manque d'information et devra attendre les prochaines séances de formations dans un premier temps, ou assister à la restitution des pratiques apprises par une coopérative qui a suivi la formation à ses membres. Il ressort un réel besoin de formation périodique et régulière de ces femmes pour une bonne adoption des





pratiques agroécologiques. Il y a aussi la difficulté de mobilisation des substrats pour la production des fertilisants organiques, pénibilité dans la mise en œuvre de certaines pratiques agroécologiques. La présente étude rejoint en partie une étude faite par le projet global Systèmes et politiques agricoles durables (AgSys) de la GIZ, qui porte sur la prise en compte du genre dans la promotion de l'agroécologie et des défis y relatifs au Togo. Cette étude relève « **la faible connaissance des techniques agroécologiques**, la faible connaissance se traduit par **un accès limité aux opportunités de formations** : il y a un besoin important de programmes de formation sur les techniques agroécologiques, la gestion des sols et la conservation de l'eau ; **un accès limité aux champs d'expérimentation** : Les femmes ont souvent besoin de plus d'opportunités pour apprendre en pratiquant, cependant ces champs d'expérimentation sont rares. »

Le manque de moyens financiers fait aussi que ces coopératives ne peuvent pas faire appel aux techniciens des CFAR ou techniciens des structures de l'état qui les forment de passer régulièrement dans leurs coopératives pour des renforcements de capacités. Cette situation fait que les femmes en plus des pratiques apprises, appliquent elles-mêmes des pratiques empiriques qu'elles connaissent de soi.

On note également un manque d'équipements pour les travaux. Le manque d'équipements fait que le travail devient pénible ce qui a un impact sur les rendements puisque le travail étant fait avec les équipements de base qui ne favorise pas un rendement à grand échelle que ce soit au niveau des femmes productrices ou transformatrice. Ces coopératives ont besoin des appuis en équipements. Ce ne sont pas toutes les coopératives qui bénéficient des appuis financiers et en équipements pour rendre le travail plus pénibles ce qui fait dire un membre d'une coopérative que « *nous ne sommes pas âgés mais le manque d'équipements fait que nous avons l'air âgés parce que nous dépensons nos forces pour travailler* ».

A l'analyse des données résultants des enquêtes, il faut relever le besoin de former ces femmes sur la recherche de marché, la recherche de financement, de crédit agricole pour pouvoir renforcer leur activité. Ces coopératives ayant suivi des formations sur les bonnes pratiques n'arrivent pas à écouler leurs produits après la récolte. Le constat est qu'elles n'ont pas cette maîtrise de rechercher les marchés avant la production et elles n'ont des stratégies de vente après production comme l'agriculture contractuelle comme illustration. Aussi la négociation du prix fait défaut à leur niveau elles doivent savoir comment négocier le prix





en tenant compte des coûts de production et autres frais. Ces productrices fixent les prix justes pour écouler leurs productions à cause du manque de vente.

Il ressort aussi des résultats obtenus que ces coopératives manquent de dynamisme exceptés quelques coopératives. Lors des réunions et activités des absences et retard se font ressentir. Les membres de coopératives ne se manifestent pas, elles n'ont pas vraiment la compréhension et la connaissance sur la vie associative. Les leaders de coopératives ont manifesté le besoin de se faire former, elles-mêmes sur le leadership et les autres femmes membres de la coopérative sur la gestion coopérative selon les textes de l'OHADA. Ces renforcements permettront à ces femmes d'être encore plus productives.

Le niveau d'études de femmes est un atout pour les coopératives. Certaines femmes ont un niveau plus ou moins élevé ce qui permet une assimilation rapide des techniques et formations. Donc les femmes qui ont niveau élevé comme le lycée, l'université mettent à profit leur savoir-faire pour la compréhension et la maîtrise des pratiques apprises. Ce sont elles qui occupent souvent les postes de secrétaire et trésorière.

### **3.2.3. Recommandation par rapport aux pratiques agroécologiques mise en œuvre**

Les recommandations qui découlent après l'analyse des pratiques agroécologiques adoptées par les femmes membres des coopératives sont :

- Renforcer l'apprentissage collectif et l'échange d'expériences
  - Développer des pratiques de formation par les pairs ;
  - Valoriser les savoirs locaux et les expériences réussies.

## **3.3. Description des stratégies de formations continues mises en place pour l'accompagnement des femmes**

### **3.3.1. Analyse et interprétation**

Les résultats obtenus après l'analyse des données montrent que les coopératives ont bénéficié des formations continues sur les pratiques agroécologiques ce qui les permettent de mieux exercer leur activité. Selon les données collectées 10 coopératives soit 52,63% ont reçu des appuis en renforcement de capacité sur l'agroécologie et d'autres thématiques qui rentrent dans le développement de leur activité, 8 coopératives n'ont pas reçu de formation continue soit 42,11%, ces types de coopératives se réfèrent aux connaissances empiriques





acquises à travers leur propre recherche. Au niveau des femmes productrices membres des coopératives, 24 ont bénéficié des renforcements de capacités.

Il ressort que la majorité des femmes a bénéficié de formations ponctuelles qui sont souvent initiés par des projets ou ONG (ICAT, CADR, REJEPAT, GIZ AGsyS, UTCC, PRIMA, ProMIFA, CTO... ). Ce sont les projets/programmes ou ONG qui dans leur attributions et cahiers de charges forment ces coopératives pas uniquement sur les thématiques liées à l'agroécologie mais aussi sur d'autres aspects indispensables aux coopératives. Ces formations sont utiles sur le plan technique. En plus des projets et ONG, on note aussi qu'au total sept (7) centres de formation agricole et rurale ont été enquêtés il s'agit des CFAR KADOMA, CFAR CADETE, CFAR CADR, Sath Agro Business, Ferme Shalom AgroEco, Ferme école TOUT EST GRACE, Centre d'Études, de Formation et d'Appui-Conseils en Entrepreneuriat et Développement Rural (CEFACE DR). Mais quelques-uns seront présentés.

#### □ CFAR KADOMA

Le CFAR KADOMA est une ferme de référence en agriculture biologique intégrée qui œuvre pour la promotion de l'agroécologie paysanne au Togo. Il est créé le 25 septembre 1995 sous le numéro d'enregistrement N° 0474/MATDCL-SG-DLPAP/DOCA. Le centre gère sa production depuis la pépinière jusqu'à la récolte. Il produit ses propres engrais naturels et ses insecticides bios, intègre l'élevage dans la création des fertilisants, commercialise ses produits dans la ville de Kpalimé, de Lomé et ses environs. CFAPE-TOGO fait la vulgarisation, la formation des jeunes et des groupements villageois en agroécologie.

Il dispose aussi des modules de formation et dispense sa formation tout au long de l'année. Après formation, le centre accompagne les apprenants sortis à s'installer.

#### □ CFAR CADETE

Le Centre a été créé en 2015 pour servir de cadre de formation pratique et théorique susceptibles de représenter une stratégie de réponse à l'état de vulnérabilité de la population. Avant sa création du centre le fondateur qui a préféré créer d'abord l'Association « porte de l'humanisme » pour le développement des communautés villageoises à travers les activités génératrices de revenu. Depuis quelques années les expériences sont en train de se réaliser sur une superficie de 5 ha à Wakpa mais la liste des jeunes et des groupements et





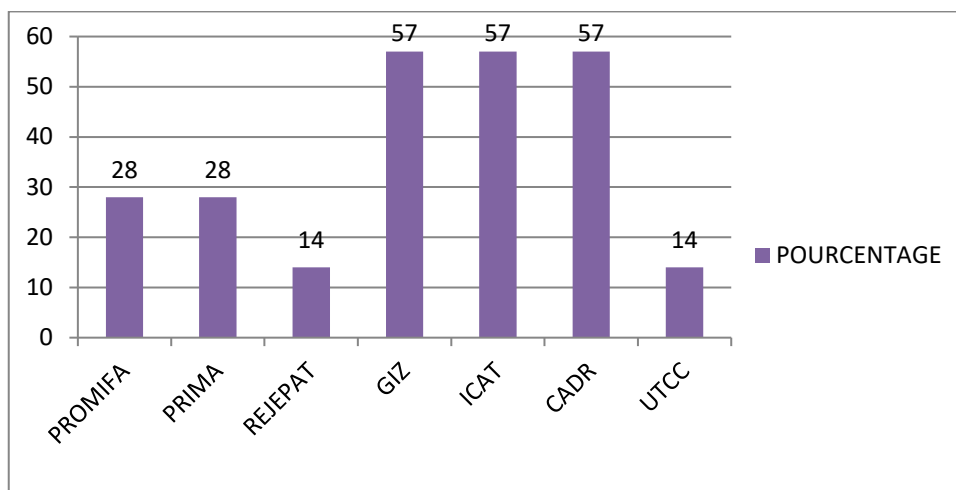
coopératives désireux à être former sont énormes. Le CFAR CADETE offre des opportunités de formation aux enfants abandonnés et les orphelins du milieu afin de s'insérer dans la vie professionnelle après formation et ainsi réduire le taux de chômage. Au niveau national comme international des étudiants manifestent leur volonté de faire des stages professionnels en agriculture écologique dans le centre. Dans ce cadre, des contrats de partenariat sont préparé entre le centre et les universités.

On note aussi l'existence des unités de productions et la sensibilisation autour des questions de l'agriculture écologiques. Cette sensibilisation à toucher 26 villages de la préfecture d'Amou. A partir de 2019 les cours pratiques et théoriques ont commencé dans trois secteurs : le maraîchage, l'élevage, la gestion d'exploitation agricole et la transformation des produits agricoles. On note à cet effet 352 producteurs de 26 coopératives sensibilisés et formés sur certaines pratiques agroécologiques et des apprenants formés et installés.

#### □ CFAR ONG CADR

Le Centre d'action pour le développement rural (CADR), est une structure de développement créée le 10 Août 2010 conformément à la loi N° 101 du 1er Juillet 1901. CADR est reconnu comme tel par le gouvernement togolais le 10 Mai 2012 et est enregistré sous les numéros 0516 puis 0323/MATDCL-SG-DLPAP-DOCA (Numéro de récépissé) au Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités Locales (MATDCL). Le CADR à la base est une initiative née de la volonté manifeste de la population des communautés rurales à trouver des solutions idoines aux problèmes qui constituent un frein au développement des milieux ruraux au Togo. En Novembre 2014, l'Organisation a obtenu sa reconnaissance de qualité d'ONG et signé un Accord-Programme avec l'Etat Togolais en Aout 2016. En Avril 2017, CADR a obtenu le statut consultatif spécial auprès du Conseil Economique et Social (ECOSOC) de l'ONU. Le siège de **CADR** est installé à Kouma Konda dans la Préfecture de Kloto. Depuis sa création en 2010, CADR a fait ses preuves avec le minimum de moyens dont il disposait à travers l'organisation des séances de sensibilisation, des échanges et réflexions sur des thématiques telles que : la protection de l'environnement et la restauration des forêts galeries ; la mobilisation autour des actions communautaires de développement ; la lutte contre la divagation des animaux ; la lutte contre les feux de brousses ; etc.





*Figure 7 : Structures accompagnantes*

Les thématiques de formations reçues par ces coopératives et leurs membres sont entre autre Renforcement de capacités en maraîchage agro-écologie, production d'intrants biologique, gestion des ressources financières, bokashi, l'agroforesterie, biofertilisant, biopesticide, fabrication de compost, , les pesticides, association de cultures, culture en couloir, culture intercalaire, association, irrigation, conservation post récolte, rotation, production bokuna pour enrichie le sol, gestion financière, farmers business school, intégration des arbres dans les champs et plantations, installation et conduite d'une pépinière agroforestière.

Ces formations sont souvent reçues par quelques membres qui à leur tour vont faire la restitution aux autres membres qui n'ont pas suivi la formation. Dans la pratique, ces formations reçues sont d'une très grande utilité pour les coopératives mais insuffisantes en termes de :

- Continuité ;
- suivi post-formation ;
- intégration des dimensions économiques et organisationnelles

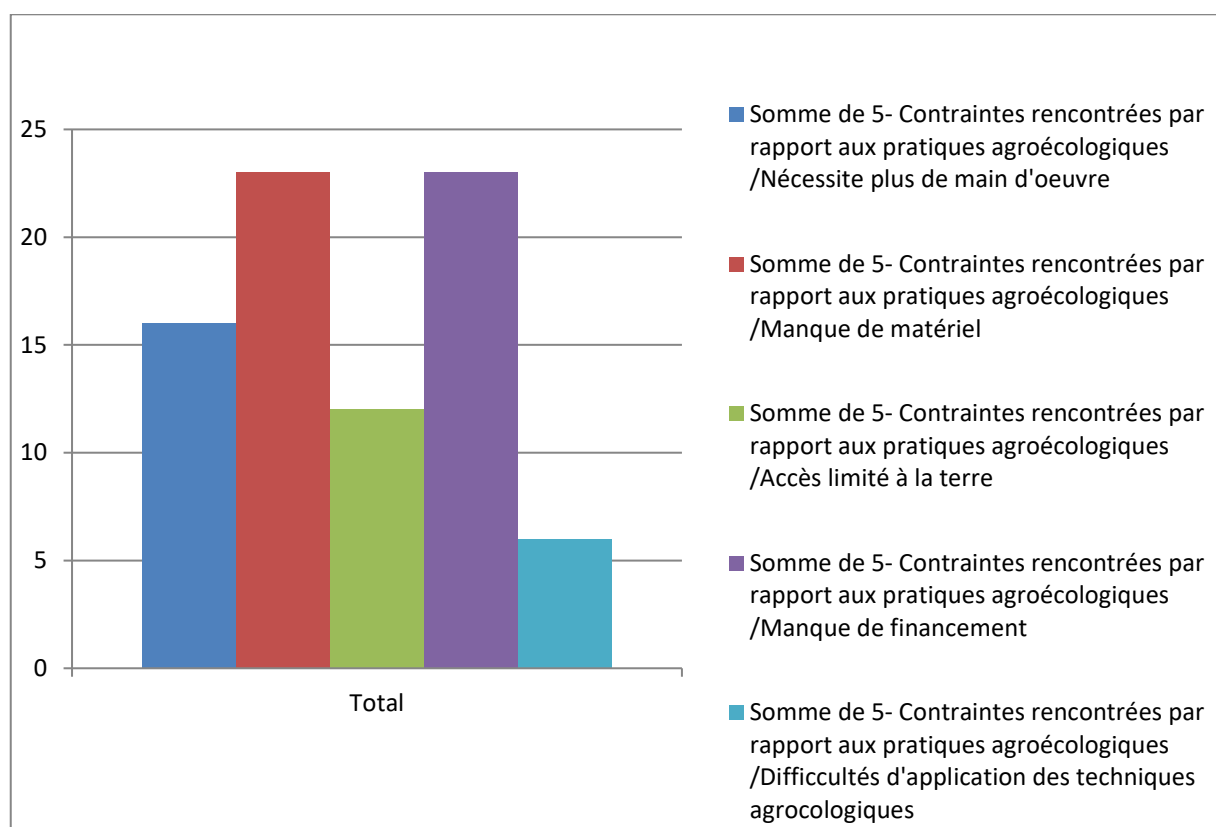
Ces constats confirment que l'absence d'une analyse rigoureuse des besoins de formation limite l'efficacité des dispositifs existants.

- **Besoins prioritaires en formation continue**

Les données sur le terrain recueillis dans le cadre de cette étude montrent que les femmes ont plusieurs contraintes et besoins dans l'exercice de leur activité. Au total 21 coopératives sur 26 ont répondu à cette question sur les besoins en formation continue. Les principales contraintes identifiées qui freinent les femmes a pratiqué l'agroécologie sont :



- Le manque de ressources financières,
- L'accès limité aux intrants et équipements,
- Les contraintes socioculturelles pesant sur la participation des femmes aux formations.



**Figure 8 : Contraintes rencontrées**

- Les contraintes rencontrées

Le manque d'accès au crédit agricole constitue un obstacle transversal, limitant la capacité des producteurs à investir dans les équipements et intrants nécessaires à l'intensification écologique. Ces contraintes confirment que, malgré ses avantages environnementaux, l'agroécologie reste exigeante en termes de ressources humaines et financières, particulièrement dans un contexte de petite agriculture familiale. Aussi elles renforcent la nécessité de formations adaptées, flexibles et ancrées dans les réalités locales, comme le préconise l'approche andragogique.

Pour faire face à ces différentes contraintes, ces coopératives ont exprimés plusieurs besoins formations. La plupart des besoins en formation continue exprimés sont majoritairement tourné vers l'agroécologie et ses spécificités. Comme le dit une femme membres de



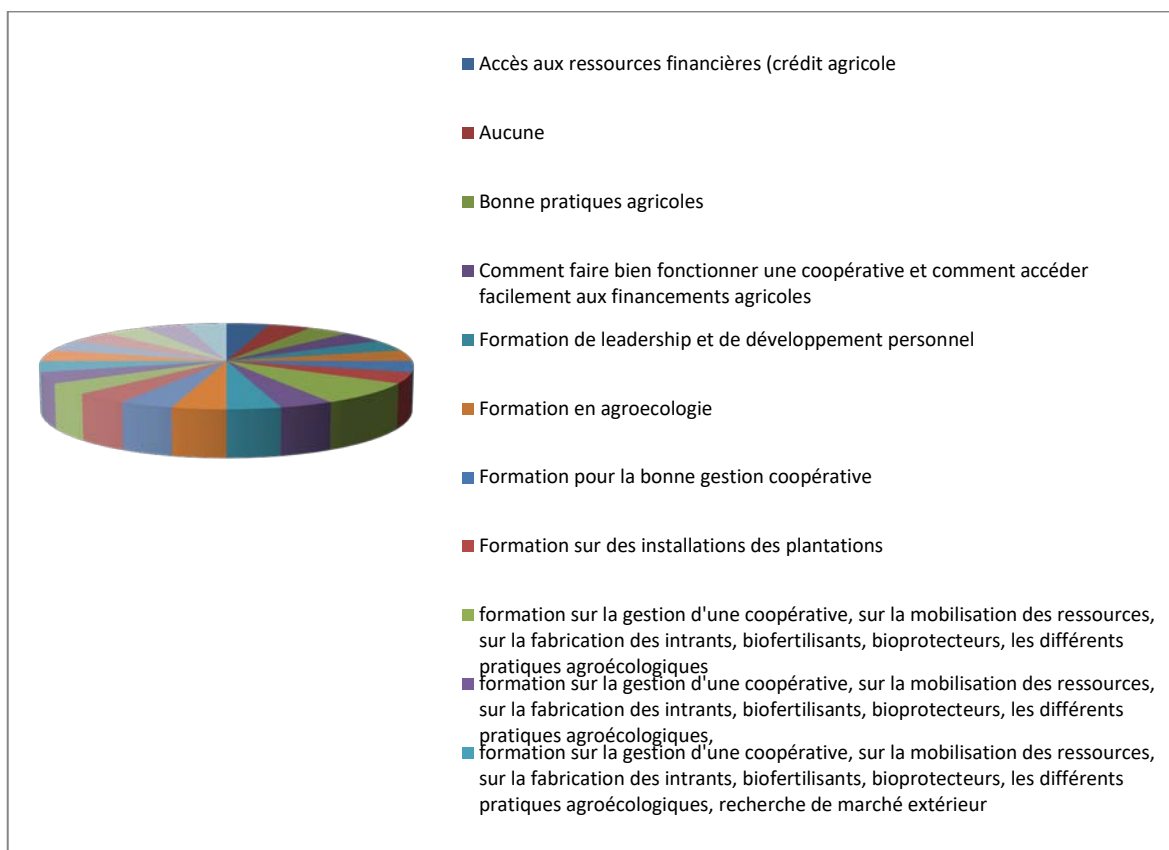


coopérative « **On ne finit d'apprendre. Je n'ai un thème spécifique à proposer mais toute formation sur les bonnes pratiques agroécologiques est la bienvenue** ».

Les besoins identifiés par les femmes sont entre autres :

- Agroforesterie
- Production de semences
- Maraîchage agro-écologie
- Mettre en place une ferme intégrée
- Outils pédagogiques,
- Equipements,
- Intrant,
- Aide financière,
- Accompagnement,
- Technique de conservation des semences,
- Gestion intégrée d'une terre, et découvrir d'autres pratiques de l'agroécologie,
- Production de bokashi,
- Compostage,
- Fabrication de bio pesticides,
- Fabrication des engrais organiques,
- Nouvelles techniques de semis des cultures,
- Gestion des arbres dans le café et cacao/ taille, entretien et régénération naturelle assistée,
- Leadership et gestion financière,
- Rédaction de projet agricole,
- Transformation agroalimentaire,
- Gestion de temps,
- Accès aux ressources financières (crédit agricole),
- La formation en gestion coopérative et implication/rôle des membres d'une coopérative, gestion commerciale et financière dans une coopérative.





**Figure 9 : Besoins en formations**

### Les besoins en formation continue

Ces besoins en formation continue énuméré ci-dessus peuvent être classés en 4 catégories :

- Les techniques agroécologiques avancées,
- La gestion économique et financière,
- La commercialisation des produits agroécologiques,
- L'organisation et la gouvernance coopérative.

Ces besoins confirment que la transition agroécologique est avant tout un processus d'apprentissage, nécessitant une formation continue structurée, fondée sur une analyse des besoins et intégrée au fonctionnement des coopératives.

Cette diversité de besoin en formation continue exprimé, traduit une demande croissante pour des formations intégrées, combinant compétences techniques, économiques et organisationnelles. Elle met en évidence l'importance de dépasser une approche strictement agricole pour intégrer des dimensions entrepreneuriales et financières.



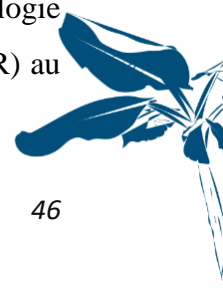


Les résultats montrent que les coopératives féminines constituent un levier majeur de diffusion de l'agroécologie, mais leur efficacité dépend fortement de la pertinence des dispositifs de formation continue.

L'étude confirme ainsi que la question centrale a été bien posée et que l'analyse des besoins en formation continue est une condition essentielle à la réussite d'une transition agroécologique durable et inclusive. Il faut noter d'une part, le faible niveau d'alphabétisation limite l'assimilation des formations théoriques complexes, d'autre part, la présence de profils plus instruits peut favoriser la diffusion des connaissances au sein des coopératives. Ces résultats plaident pour des approches de formation adaptées, privilégiant les méthodes participatives, pratiques et visuelles, notamment les champs-écoles paysans et le mentorat de proximité. Aussi, au regard des constats faits par rapport aux besoins en formation continue, cette situation fait appel à des interventions intégrées, combinant renforcement des capacités, appui institutionnel, accès au financement et sécurisation foncière, afin de consolider la transition agroécologique et maximiser ses impacts socio-économiques et environnementaux.

### **3.3.2. Discussion sur les stratégies de formations mises en œuvre**

Il faut souligner que ces CFAR jouent un rôle important dans la vie des coopératives en ce qui concerne la transition agroécologique qu'elles ont choisie. Les CFAR sont devenus une plateforme d'apprentissage pour les coopératives. Ils accompagnent ces femmes dans le renforcement des capacités et dans l'apprentissage des pratiques agroécologiques. Les sites agroécologiques des CFAR sont souvent considérés comme des champs écoles. Les expérimentations de la fabrication des intrants et autres sont faites par les techniciens de ces CFAR. Dans le processus d'analyse de besoins en formations continues de ces coopératives, les données recueillies auprès des CFAR démontrent que les coopératives ont besoin des formations sur le genre, sur la transformation des produits agricoles, le marketing digital, le packaging et négociation des marchés, formation sur les nouvelles approches en agroécologie, multiplication de semences résistantes aux changements climatiques. L'analyse des appuis apportés par les CFAR dans l'accompagnement dans la formation continues des coopératives en agroécologie montrent que ces CFAR disposent des infrastructures et matériels didactiques pour le renforcement de capacité de ces coopératives. En se référant aux travaux antérieurs de mémoire de M. AWUKU sur "Etat des lieux de l'Agroécologie dans les offres de formation initiale des centres de formation agricole et rurale (CFAR) au





Togo : Cas de CAP, BT et des formations de courte durée ‘’, il y a lieu de constater que les CFAR disposent de cadres adéquats, des sites d’expérimentations pour la démonstration des pratiques agroécologiques. Les CFAR disposent des exploitations agricoles qui facilitent le transfert des compétences pratiques aux apprenants. Ces exploitations jouent un rôle essentiel dans la qualité de la formation agropastorale et surtout en agroécologie. La place des CFAR dans le processus de formation continue sur l’adoption des pratiques agroécologiques n’est plus à négliger. Cet aspect de formation sur le genre a aussi été relevé dans l’étude commandité par le projet AgSys de la GIZ, qui porte sur la prise en compte du genre dans la promotion de l’agroécologie et des défis y relatifs au Togo qui a formulé comme recommandation la Sensibilisation des communautés, il s’agira de mener des campagnes de sensibilisation pour changer les perceptions et les attitudes envers le rôle des femmes dans l’agroécologie. Cela peut aider à réduire les stéréotypes de genre et à encourager un partage plus égal des responsabilités.

De façon opérationnelle, les ONG, projets, programmes participent à l’essor de la transition agroécologique au niveau des coopératives. Il a été relevé que ces structures qui accompagnent les femmes apportent leur soutien pour permettre à cette dernières pour pouvoir bien appliquer les pratiques agroécologiques afin de parvenir à des rendements satisfaisants. On note comme ONG et projets présents sur le terrain accompagnants les coopératives, REJEPAT, Réseau national des femmes agricultrices du Togo (RéNaFAT), Réseau national des acteurs de l’agroécologie du Togo (ReNAAT), Centre international de développement Agro pastoral, Coordination togolaise des organisations paysannes (CTOP), le projet AgSys, FPAPAE-TG. Ces différentes projets et programmes appuient les femmes à travers leurs faîtières et réseau dans lesquels les coopératives appartiennent. Les rôles que jouent ces différentes structures sont vraiment cruciales dans le développement des coopératives. Leurs actions sur le terrain viennent compléter les actions gouvernementales. Au-delà des formations en Agro écologie, ces structures d’accompagnement ont relevé la nécessité de renforcement de capacités en gouvernance, en gestion économique administrative, gestion financière et de commercialisation de ces coopératives agricoles. La formation des femmes sur le genre, le leadership, l’entrepreneuriat agricole aussi s’avèrent nécessaire.





### 3.3.3. Recommandations en lien avec les stratégies de formations mises en œuvre

Les recommandations à l'endroit des structures d'accompagnement et des projets sont les suivantes :

- Appuyer la structuration de dispositifs de formation continue durables
  - Passer de formations ponctuelles à des parcours de formation progressifs ;
  - Assurer un accompagnement technique de proximité.
- Renforcer la coordination entre acteurs
  - Favoriser les synergies entre CFAR, ONG, projets et services techniques ;
  - Mutualiser les ressources pédagogiques et les expériences.
- Intégrer systématiquement l'approche genre
  - Adapter les horaires, lieux et modalités de formation ;
  - Réduire les barrières socioculturelles à la participation des femmes.

En ce qui concerne les Centres de Formation Agricole et Rurale (CFAR), les recommandations sont les suivantes :

- Fonder les offres de formation sur une analyse préalable des besoins
  - Mettre en œuvre des démarches participatives d'analyse des besoins de formation ;
  - Adapter les contenus aux niveaux d'instruction et aux réalités des femmes rurales.
- Renforcer les approches pédagogiques adaptées aux adultes
  - Privilégier les champs-écoles paysans, les démonstrations pratiques et le mentorat ;
  - Intégrer des dispositifs de suivi post-formation.
- Élargir les contenus de formation
  - Intégrer systématiquement les dimensions économiques, organisationnelles et de commercialisation dans les modules agroécologiques.

Il est à préciser que certaines recommandations vont aussi à l'endroit des décideurs publics et partenaires techniques et financiers qui sont entre autres :

- Soutenir institutionnellement la formation continue en agroécologie
  - Intégrer la formation continue des femmes rurales dans les politiques agricoles ;
  - Allouer des ressources spécifiques au renforcement des capacités.





## CONCLUSION





La présente étude a été abordée dans un contexte marqué par les défis croissants auxquels fait face l'agriculture togolaise, notamment les effets des changements climatiques, la dégradation des ressources naturelles et la vulnérabilité socio-économique des femmes rurales. Dans ce cadre, l'agroécologie apparaît comme une alternative stratégique pour concilier productivité agricole, durabilité environnementale et résilience des systèmes de production. Toutefois, la transition vers l'agroécologie ne peut être effective et durable sans un renforcement adéquat des capacités des acteurs, en particulier à travers des dispositifs de formation continue adaptés.

L'objectif général de l'étude était d'analyser les besoins en formation continue des coopératives agroécologiques féminines dans la région des Plateaux au Togo, afin d'identifier les compétences à renforcer et les conditions nécessaires à une adoption durable des pratiques agroécologiques.

Sur le plan méthodologique, l'étude a mobilisé une approche mixte combinant analyse documentaire, enquêtes par questionnaire et entretiens semi-structurés auprès des femmes membres des coopératives, des leaders, des centres de formation agricole et rurale (CFAR) et des structures d'accompagnement. Cette approche a permis de croiser les données quantitatives et qualitatives et de mener une analyse rigoureuse des besoins de formation, conformément aux principes de l'ingénierie de formation.

Les résultats ont mis en évidence une diversité des profils socio-économiques et des parcours professionnels des femmes des coopératives, caractérisée par un niveau d'instruction globalement faible à intermédiaire, mais compensé par une forte expérience pratique. Cette situation confirme l'importance de dispositifs de formation continue fondés sur les principes de la formation des adultes, valorisant l'apprentissage par l'expérience et l'ancrage dans les réalités locales.

L'analyse des pratiques agroécologiques révèle que, bien que plusieurs techniques soient effectivement mises en œuvre (compostage, biofertilisants, rotation des cultures, lutte biologique), leur niveau de maîtrise reste inégal et souvent empirique. Cet écart entre pratiques adoptées et compétences réellement maîtrisées constitue un besoin de formation avéré, au sens théorique du terme.

En ce qui concerne les formations continues reçues, l'étude montre qu'elles sont majoritairement ponctuelles, faiblement structurées et insuffisamment accompagnées d'un





suivi post-formation. Elles restent souvent centrées sur les aspects techniques, au détriment des dimensions économiques, organisationnelles et de gouvernance coopérative, pourtant essentielles à la durabilité de la transition agroécologique.

Par ailleurs, les coopératives féminines font face à de multiples contraintes financières, matérielles, organisationnelles et socioculturelles qui limitent leur accès à la formation et leur capacité à appliquer durablement les pratiques agroécologiques. Ces contraintes renforcent la nécessité de concevoir des dispositifs de formation continue flexibles, contextualisés et inclusifs, tenant compte des spécificités de genre.

En définitive, l'étude confirme que la transition agroécologique des coopératives féminines dans la région des Plateaux repose moins sur la simple diffusion de techniques que sur la mise en place de dispositifs de formation continue fondés sur une analyse rigoureuse des besoins, intégrant les dimensions techniques, économiques, organisationnelles et sociales. La formation continue apparaît ainsi comme un levier central de durabilité, d'autonomisation des femmes et de résilience des systèmes agricoles.

Cette étude ouvre des perspectives pour des recherches futures portant sur :

- l'évaluation de l'impact à long terme des formations continues en agroécologie,
- l'analyse comparative des dispositifs de formation entre régions,
- l'étude des effets de la formation continue sur l'autonomisation économique des femmes rurales.

L'étude confirme ainsi que l'analyse des besoins en formation constitue un préalable indispensable à la mise en place de dispositifs de formation efficaces, pertinents et durables.





## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- 1\_ Bertrand, O et al. (2019). *CHANGER-Échanger entre conseillers sur les situations de travail pour accompagner les agriculteurs dans leurs transitions vers l'agroécologie*. Innovations Agronomiques, INRAE, 2019, 71, pp.367 - 383. [CHANGER-Échanger entre conseillers sur les situations de travail pour accompagner les agriculteurs dans leurs transitions vers l'agroécologie \(inrae.fr\)](https://www.inrae.fr).
- 2\_ Boujemaa, A. (2021). *Dialogue des savoirs et apprentissage en matière d'agroécologie. Le cas des paysans indigènes boliviens en formation*. [Dialogue des savoirs et apprentissage en matière d'agroécologie. Le cas des paysans indigènes boliviens en formation \(openedition.org\)](https://www.openedition.org).
- 3\_ Boujemaa, A. (2021). *Dialogue des savoirs et apprentissage en matière d'agroécologie. Le cas des paysans indigènes boliviens en formation*. Éducation relative à l'environnement. URL : <http://journals.openedition.org/ere/6439> ;DOI :<https://doi.org/10.4000/ere.6439>
- 4\_ Claire, L et al. ( 2019 ). *Alliances et controverses dans la mise en politique de l'agroécologie au Brésil et en France*. Natures Sciences Sociétés, 27, 1, 6-19. NSS-Dialogues, EDP Sciences 2019. <https://doi.org/10.1051/nss/2019015>
- 5\_ Claire, L et al. (2019). *Alliances et controverses dans la mise en politique de l'agroécologie au Brésil et en France*. Natures Sciences Sociétés. EDP Sciences ISSN 1240-1307 DOI10.1051/nss/2019015.  [\(PDF\) Alliances et controverses dans la mise en politique de l'agroécologie au Brésil et en France \(researchgate.net\)](https://www.researchgate.net).
- 6\_ Jean-Claude, G .(2018). *Variations pédagogiques pour une formation à l'agroécologie. L'exploitation du lycée agricole, lieu de la conduite d'essais, pour l'accompagnement du changement agroécologique*. [Mémoire de DOCTORAT, L'UNIVERSITE DE TOULOUSE]. Toulouse - Jean Jaurès. [Variations pédagogiques pour une formation agroécologique \(hal.science\)](https://hal.science).
- 7\_ Laurent, L. (2023). *Guide pour l'évaluation de l'agroécologie : Méthode pour apprécier ses effets et les conditions de son développement*. Éditions du Gret/Éditions Quæ. [Guide pour l'évaluation de l'agroécologie | Gret](https://www.gret.org).
- 8\_ Monville, C., & Léonard, É. (2008). *Les acteurs de la formation continue en Belgique francophone*. Bruxelles : Conseil de l'Éducation et de la Formation.
- 9\_ Jean-Marie Barbier, Marcel Lesne (1977). *L'analyse des besoins en formation*. Edition: Paris. Publisher: Robert Jauze.





- 10\_Paul, M. (2004). *L'accompagnement : une posture professionnelle spécifique*. Paris : L'Harmattan.
- 11\_Pothier, M. (2003). *Le dispositif de formation : une approche intégrée de l'apprentissage et de la professionnalisation*. Paris : L'Harmattan.
- 12\_MAEDR (2020). *Rapport national sur la promotion des sociétés coopératives agricoles au Togo*. Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et du Développement Rural.
- 13\_ Laurent, L. (2023). *Guide pour l'évaluation de l'agroécologie : Méthode pour apprécier ses effets et les conditions de son développement*. Éditions du Gret/Éditions Quæ. [Guide pour l'évaluation de l'agroécologie | Gret](#).
- 14\_ Vanessa, F. (2022). *Les enjeux de l'enseignement de l'agroécologie au Bénin* [Mémoire de Master 2, Le Mans Université]. Gestion des Territoires et Développement Local parcours Transitions Énergétiques et Développement. [FORSANS enseignement agroecologie benin.pdf \(reseau-far.com\)](#).
- 15\_ Rachel, L. (2022). *Cartographie des savoirs endogènes en Afrique de l'Ouest et en Occitanie*. 16èmes Journées de Recherches en Sciences Sociales. Clermont-Ferrand. [rachel.levy@ensfea.fr](mailto:rachel.levy@ensfea.fr)
- 16\_ Raïssa, K. (2023). *Analyse de la formation agricole non diplômante en agroécologie : cas du Burkina Faso*.
- 17\_MAEP & GIZ (2015). *Rapport d'étude sur les bonnes pratiques dans le domaine de la formation professionnelle agricole au Togo*. 40p
- 18\_Leger, F. (2015). *L'agroécologie : Fondements, définitions, déclinaisons*. In Journées FRCIVAM (pp. 32-p).
- 19\_Leselbaum, N. (1983). *Moyenne (Albert)—Le travail autonome*. Revue française de pédagogie, 65(1), 85-86.
- 20\_Lo M. (1992). *Cours d'Agroforesterie*. CARAT, Dakar, Sénégal, 66 p. [www.fao.org](http://www.fao.org) ; (www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2016); [www.ipag.edu/dispositif-formation](http://www.ipag.edu/dispositif-formation).
- 21\_Losch, B., & Freguin-Gresh, S. (2013). *Quelles agricultures face aux défis des transitions africaines ?*. Cahiers Agricultures, 22(1), 10-15.
- 22\_Belmin, R., & Vermeire, M. L. (2022). *En Casamance, le pari de l'agroécologie pour endiguer l'exode de la jeunesse*.





- 23\_Bergeret, P., & Maria, F. (2016). *L'agriculture familiale pour valoriser les savoirs et les ressources humaines*. All requests for translation and adaptation rights, and for resale and other commercial use rights should be made via [www.fao.org/contact-us/licence-request](http://www.fao.org/contact-us/licence-request) or addressed to [copyright@fao.org](mailto:copyright@fao.org)., 373.
- 24\_Besson, I. (2012). Enjeux, défis et actualité de la formation agricole et rurale en Afrique francophone : quelques pistes de réflexion et de travail. *Triennale de l'éducation et formation en Afrique, Document de travail, janvier*.
- 25\_Black J. et Champion D. (1976). *Methods and issues in social research*, New-York : John Wiley & Sons, Inc.
- 26\_Benet Rivière, M., & Moreau, P. (2020). *L'enseignement agricole et les nouvelles dynamiques de formation en milieu rural*. Paris : L'Harmattan.
- 27\_Berdegué, J. A. (2005). Learning to innovate: Social innovation and sustainable rural livelihoods. ILAC Working Paper No. 5.
- 29\_Birchall, J. (2003). Rediscovering the cooperative advantage: Poverty reduction through self-help. Geneva: International Labour Office.
- 30\_Bosc, P.-M., & Sourisseau, J.-M. (2010). Les organisations paysannes et la transformation de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest. Montpellier : CIRAD.
- 31\_Brunier, A. (2015). *Conseil agricole et transformation des systèmes de production : le rôle des chambres d'agriculture*. Paris : INRA.
- 32\_Brunier, A. (2016a). *Les politiques de formation dans les organisations agricoles françaises*. *Revue Française de Socio-Économie*, (17), 85–102.
- 33\_Chia, E., Dugué, P., & Sanyang, S. (2013). *Accompagner les organisations paysannes en Afrique : enjeux et pratiques*. Montpellier : CIRAD.
- 34\_FAO. (2018). Champs-écoles paysans : Guide de formation participative pour les producteurs agricoles. Rome : FAO.
- 35\_FAO. (2018). Renforcement des capacités des organisations paysannes en Afrique de l'Ouest : Guide méthodologique. Rome : FAO.
- 36\_FAO. (2018). Rôle des coopératives agricoles dans la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté en Afrique de l'Ouest. Rome: FAO.
- 37\_GIZ. (2020). Renforcement des capacités des coopératives agricoles en Afrique de l'Ouest. Eschborn : Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit.





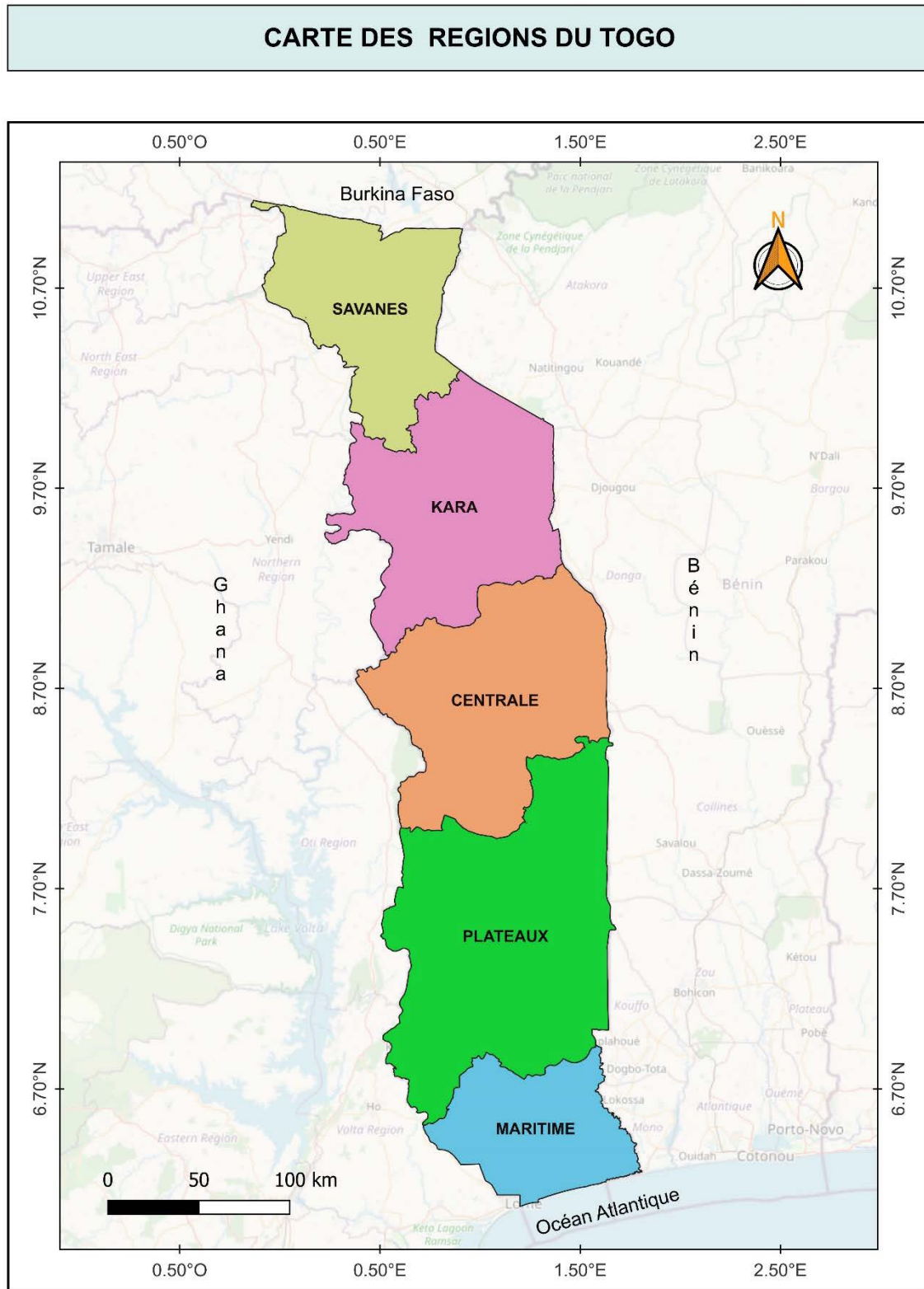
- 38\_Hatchuel, A. (2005). *Les logiques d'action dans les processus d'accompagnement : entre savoir et pouvoir*. *Revue Française de Gestion*, 31(157), 153–166.
- 39\_Houkonnou, D., Kossou, D., & van Huis, A. (2021). *Innovation et accompagnement des organisations paysannes en Afrique de l'Ouest*. Wageningen University Press.
- 40\_ICA (International Co-operative Alliance). (2015). *Guidelines for Co-operative*
- 41\_Bradshaw, J. (1972). A taxonomy of social need. In McLachlan, G. (Ed.), *Problems and Progress in Medical Care: Essays on Current Research*, 7th series, London: Oxford University Press.
- 42\_Kaufman, R. A. (1972). *Educational System Planning*. Englewood Cliffs, NJ: Prentice-Hall.
- 43\_Hyde, J. S., Bigler, R. S., Joel, D., Tate, C. C., & van Anders, S. M. (2019). The future of sex and gender in psychology: Five challenges to the gender binary. *American Psychologist*, 74(2), 171–193.





ANNEXES

Annexes 1 : Carte des régions administratives du Togo





## Liens vers des sources web qui permettent de mieux comprendre le contexte du projet de recherche :

- Slide share <https://fr.slideshare.net/Formation> Qu'est-ce qu'un projet de recherche.
- <https://www.scribbr.fr/memoire/projet-de-recherche-memoire/> **Projet de recherche d'un mémoire : que mettre dans votre proposition de recherche ?** Publié le 17 juillet 2018 par [Justine Debret](#). Mis à jour le 7 décembre 2020.
- Archive ouverte HAL. <https://hal.science> hal-03783118 comment élaborer un projet de recherche ? de JPK Bundjembo 2020.
- <https://donnezdusens.fr/comment-presenter-un-projet-de-recherche-dans-le-cadre-dune-candidature-pour-un-master-ou-une-these/> de Hélène WEBER, 21 mai 2013.
- <https://tenseignes-tu.com/comment-rediger-presenter-projet-recherche-master/>
- <https://redaction-memoire.fr/projet-de-recherche/> 29 juillet 2024.

## Annexes 2 : instruments de recherche

### Grilles d'entretien et questionnaires

Les instruments de collecte de données sont structurés autour de trois rubriques analytiques, en cohérence avec les objectifs spécifiques de l'étude et le cadre théorique centré sur la formation continue, les pratiques, les compétences, les appuis, les ressources et les contraintes.

### 1-Guide d'entretien administrés aux acteurs

#### Rubrique 1 : Profils des acteurs et contexte d'intervention

(Alignée avec l'OS : Décrire les profils et parcours des femmes membres et des acteurs d'accompagnement)

#### Indicateurs clés

Profil socio-économique et professionnel

Historique et rôle dans l'agroécologie

Expérience agricole et coopérative

#### Instruments mobilisés

Questionnaires (coopératives, leaders, femmes membres)

Entretiens semi-structurés (leaders, structures, CFAR)





### **Exemples de questions**

Depuis combien de temps êtes-vous engagée dans l'agriculture/agroécologie ?

Quel est votre parcours professionnel et vos formations antérieures ?

Quelle est la mission de votre structure dans l'accompagnement des coopératives féminines ?

### **Rubrique 2 : Pratiques agroécologiques et compétences développées**

(Alignée avec l'OS : Identifier les pratiques et les compétences techniques, économiques et organisationnelles)

#### **Indicateurs clés**

Types de pratiques agroécologiques mises en œuvre

Compétences techniques, économiques et de gestion

Niveau de maîtrise et difficultés d'application

#### **Instruments mobilisés**

Questionnaires (coopératives, femmes membres)

Grilles d'entretien (leaders, structures d'appui)

### **Exemples de questions**

Quelles pratiques agroécologiques appliquez-vous actuellement ?

Quelles compétences estimez-vous maîtriser dans la production, la gestion ou la commercialisation ?

Quelles pratiques sont difficiles à mettre en œuvre et pourquoi ?

### **Rubrique 3 : Formation continue et dispositifs d'appui**

(Alignée avec l'OS : Analyser les formations continues et les appuis reçus, ainsi que les dispositifs existants)

#### **Indicateurs clés**

Types de formations continues suivies

Fréquence, durée et modalités des formations

Pertinence perçue et effets sur les pratiques





Dispositifs de formation proposés par les CFAR et structures partenaires

### **Instruments mobilisés**

Questionnaires (coopératives, femmes membres)

Entretiens (CFAR, ONG, projets, PTF)

### **Exemples de questions**

Avez-vous bénéficié de formations continues en agroécologie ? Sur quels thèmes ?

Les formations reçues ont-elles amélioré vos pratiques ?

Quels modules de formation proposez-vous aux coopératives féminines ?

Quelles approches pédagogiques utilisez-vous (champs-écoles, démonstrations, mentorat) ?

**Ressources, contraintes et besoins en formation continue** (Décrire les ressources et contraintes et identifier les besoins en formation continue)

### **Indicateurs clés**

Ressources humaines, matérielles et financières disponibles

Contraintes techniques, économiques, organisationnelles et socioculturelles

Besoins prioritaires en formation continue

Axes de renforcement et recommandations

### **Instruments mobilisés**

Questionnaires (toutes catégories)

Entretiens semi-structurés (leaders, structures, CFAR)

### **Exemples de questions**

Quelles ressources vous manquent pour pratiquer efficacement l'agroécologie ?

Quelles contraintes freinent votre participation aux formations continues ?

Quelles compétences devraient être renforcées en priorité ?

Quelles améliorations proposeriez-vous pour les dispositifs de formation existants ?

## **2. Questionnaires par catégorie d'acteurs**





## A. Questionnaire administré aux membres des coopératives féminines

**Objectif :** Identifier les besoins en formation continue et compétences à renforcer pour la transition vers l'agroécologie.

### Sections :

#### 1. Informations générales

- Nom de la coopérative : ...
- Localisation
- Année de création : ...
- Nombre total de membres : ...
- Nombre de femmes : ...
- Types de productions agroécologiques pratiquées :
  - Production agricole
  - Transformation
  - Commercialisation
  - Autres (préciser) : ...

#### 2. Pratiques agroécologiques et compétences

- Quelles techniques agroécologiques pratiquez-vous ? (ex. compostage, agroforesterie, biofertilisants...)  
.....
- Quelles compétences estimez-vous maîtriser ?  
.....  
.....

#### 3. Formation et appui reçus

- Avez-vous déjà reçu des formations continues ? Si oui, lesquelles et par qui ?  
.....





.....

.....

- Quelles difficultés rencontrez-vous dans l'accès aux formations ?

Techniques agricoles

Financement

Organisation interne

Equipements

Intrants

Accès à la terre

Accès au marché

Autres : ...

#### 4. Besoins et priorités

- Quelles compétences souhaitez-vous renforcer ? (Technique, production, gestion, transformation, commercialisation, adaptation climatique...)

.....

.....

- Quelle durée et fréquence de formation serait idéale ?

.....

- Quels outils, intrants ou moyens financiers vous manquent pour appliquer l'agroécologie ?

.....

#### 5. Réseaux et partenariats

- Travaillez-vous avec d'autres coopératives ou structures ? Si oui lesquelles

.....

- Quels partenariats soutiendraient votre formation et développement ?





.....

## **B. Leaders des coopératives féminines**

**Objectif :** Recueillir les perspectives des responsables sur les besoins et priorités de leurs membres.

### **1. Profil et expérience**

- Nom :
- Age :
- Fonction :
- Niveau d'instruction :  Aucun  Primaire  Secondaire  Supérieur
- Expérience agricole (années) :
- Depuis combien de temps êtes-vous leader ?
- Quel est votre parcours professionnel et vos formations antérieures ?

.....

### **2. Difficultés rencontrées dans la gouvernance Besoins en formation**

- Prise de décision  Mobilisation des femmes  Gestion financière
- Négociation avec partenaires

### **3. Accès aux ressources**

- Foncier :  Oui  Non
- Crédit/financement :  Oui  Non
- Intrants/équipements :  Oui  Non

### **4. Besoins en formation**

- Quelles compétences estimez-vous essentielles pour vos membres ?

.....





- Quelles formations seraient prioritaires pour renforcer l'efficacité de la coopérative ?

.....

### 5. Organisation et gestion

- Quels outils utilisez-vous pour la gestion de la coopérative ?

.....

- Quelles difficultés rencontrez-vous pour appliquer l'agroécologie et organiser les formations ?

### 6. Vision de la coopérative à 5 ans

## C. Questionnaire administré aux femmes membres/productrices

### 1. Profil

- Âge :
- Situation familiale :  Mariée  Célibataire  Veuve  Autre
- Nombre d'enfants :
- Niveau d'instruction :  Aucun  Primaire  Secondaire  Supérieur

### 2. Activités agricoles

- Superficie exploitée :
- Cultures principales : ...

### 3. Pratiques agroécologiques utilisées

- Compostage  Lutte biologique  Rotation des cultures  Agroforesterie
- Conservation des semences  Autres : ...

### 4. Formations suivies

- Thèmes :
- Utilité perçue :  Faible  Moyenne  Élevée





## 5. Contraintes rencontrées

Main-d'œuvre  Manque de matériel  Accès limité à la terre  Manque de financement  Difficultés d'application technique

## 6. Besoins en formation continue

...

## D. Centres de formation agricole et rurale (CFAR)

**Objectif :** Identifier les offres existantes et lacunes dans la formation continue pour les femmes.

### 1. Informations générales

- Nom du CFAR : ...
- Année de création : ...
- Missions principales : ...
- Nombre moyen de femmes formées par an (initiale et continue) : ...

### 2. Offre de formation en agroécologie

- Quels modules sont proposés ?
- Durée et fréquence des formations : ...
- Incluent-elles la technique, l'économie, la commercialisation ?

### 3. Ressources et capacités

- Nombre de formateurs qualifiés : ...
- Infrastructures disponibles : ...
- Moyens financiers et matériels : ...
- Partenariats existants avec des coopératives ou projets : ...

### 4. Besoins et recommandations





- Quelles formations seraient nécessaires pour mieux accompagner les coopératives féminines ?
- Quelles améliorations suggèreriez-vous ?

### **E. Structures accompagnantes et partenaires (ONG, projets, PTF)**

**Objectif :** Comprendre le rôle des structures dans l'accompagnement et les besoins de renforcement.

#### **1. Informations générales**

- Nom de l'organisation : ...
- Mission : ...
- Durée d'intervention dans l'agroécologie : ...

#### **2. Activités et accompagnement**

- Quels types d'appuis fournissez-vous aux coopératives ?  
(formation, intrants, financement, suivi...)
  - Formation technique  Appui organisationnel  Financement/crédit
  - Équipements/matériel  Commercialisation  Autres : ...
- Fréquence et modes d'intervention : ...

#### **3. B. Nombre de coopératives/femmes appuyées dans la zone :**

...

#### **4. Approches utilisées pour la formation**

- Théorie en salle  Démonstrations pratiques  Champs-écoles paysans
- Suivi/mentorat sur le terrain

#### **5. Difficultés dans l'accompagnement**

#### **6. Besoins et lacunes**





- Quels besoins identifiez-vous pour les coopératives féminines en termes de formation ?
- Quelles compétences doivent être renforcées pour assurer un accompagnement efficace ?

**Annexe 3 : Tableau des acteurs**

N°	Acteurs		
Objectifs spécifiques identifier les besoins en formation continue et compétences à renforcer pour la transition vers l’agroécologie			
1	Coopératives	SCOOPS PISSINADOU, Scoops N'DJONAME, scoops Adzrowo, scoops Femmes battantes de kebotoe, scoops FEMME LEADER, scoops BON PLANTEUR, scoops Nevame, scoops Lonlonyo, scoops Oboe kobayilie, scoops Novissi, Scoops reveil, Coopérative féminine Amen, scoops Hezouwé, scoops NOVISSI de Dovota, scoops TOLERANCE, scoops PRE	
Objectifs spécifiques identifier les offres existantes et lacunes dans la formation continue pour les femmes.			
2	Centre de Formation Agricole et Rurale	CFAR KADOMA, CFAR CADETE, CFAR CADR, Sath Agro Business, Ferme Shalom AgroEco, Ferme école TOUT EST GRACE,	





		Centre d'Études, de Formation et d'Appui-Conseils en Entrepreneuriat et Développement Rural (CEFACE DR)	
Objectifs spécifiques comprendre le rôle des structures dans l'accompagnement et les besoins de renforcement.			
3	ONG	REJEPAT, RéNaFAT, ReNAAT, Centre international de développement Agro pastoral, CTOP	
4	Projets	AgSys, FPAPAE-TG	

#### Annexe 4 : Liens des formulaires d'enquêtes

Formulaire d'enquête questionnaires à remplir pour les structures accompagnantes et partenaires (ONG, projets, PTF) <https://ee.kobotoolbox.org/x/efS8byCh>

Formulaire d'enquête questionnaire à remplir pour les Centres de formation agricole et rurale (CFAR) <https://ee.kobotoolbox.org/x/jJYS3AgZ>

Formulaire d'enquête questionnaire à remplir pour les Femmes productrices Agricole <https://ee.kobotoolbox.org/x/vLhARgcf>

Formulaire d'enquête questionnaire à remplir pour les Leaders des coopératives féminines <https://ee.kobotoolbox.org/x/r5bXKF9J>

Formulaire d'enquête questionnaire à remplir pour les Coopératives Féminines <https://ee.kobotoolbox.org/x/eDcym61H>

